

# La France de 1848 à 1914

## Introduction :

Depuis la Révolution, la France n'a pas trouvé de régime politique stable. Se sont succédées 4 tendances :

- La restauration de l'ancienne monarchie (la Restauration de 1815 à 1830)
- La monarchie de type constitutionnelle (l'expérience de 1789-1792, la Monarchie de Juillet)
- Le bonapartisme (une monarchie républicaine ?)
- La République (1792 à 1799)

En fait, on **oscille entre l'affirmation et l'abandon des acquis de la Révolution**. De 1848 à 1875, on expérimente encore toutes les sortes de Constitution. 1875 est marquée par la naissance de la III<sup>ème</sup> République avec laquelle le régime républicain devient le régime privilégié et permanent de la France contemporaine (à l'exception de Vichy).

Dans le même temps : la société change sous l'effet de la RI. De nouvelles classes sociales apparaissent (la bourgeoisie, les ouvriers, « le 4<sup>o</sup> état » selon Clémenceau), qui vont chercher à conquérir + de pouvoir sous l'influence des idées socialistes. La période 1848-1914 en France peut donc se voir comme une période politique où la France tente d'installer de façon ferme la République, notamment sous l'influence des nouvelles couches sociales.

D'où la problématique :

**Comment la France parvient-elle à installer durablement un régime républicain dans un contexte de changements sociaux importants ?**

(ou : Comment la République s'est-elle progressivement installée en France ?)

## I – 1848-1870 : les lents progrès vers la démocratie.

### A – 1848-1851 : L'espoir déçu de la II<sup>ème</sup> République.

#### A – 1 : La Révolution de 1848

En 1848, la France est dirigée par le Roi des Français, **Louis-Philippe**, qui est arrivé au trône à la suite de la Révolution de **juillet 1830**, sous la pression du peuple parisien. Il a donc la mission d'être un roi + attentif au sort de ses sujets que ses prédécesseurs. C'est une **monarchie constitutionnelle** (la Charte de 1830). Il a accompli quelques gestes pour satisfaire ce peuple (drapeau tricolore ; suffrage censitaire élargi aux + de 25 ans au lieu des + de 30 ans, baisse du niveau du cens à 200F d'impôt au lieu de 300F... mais seulement 300 000 électeurs dans un pays de 36 millions de personnes). La 1<sup>ère</sup> partie de son règne se passe donc plutôt bien, et est marquée par une période de forte croissance économique.

A partir de 1840, l'homme fort du régime est le ministre **Guizot**. Il est très conservateur et, malgré les bonnes conditions économiques, **freine la démocratisation du régime**. Les choses se gâtent à partir de 1846 et des affaires qui secouent son gouvernement. Mais aussi à cause de la crise économique qui met fin aux belles années en 1846 : mauvaises récoltes, disette, d'où pillages et répression, chômage. Les oppositions se multiplient et font renaître la flamme révolutionnaire.

Les opposants républicains contournent alors l'interdiction de réunion politique en organisant des **banquets** (le 1<sup>er</sup> réunit 1200 convives et 86 parlementaires ; on y joue la Marseillaise et d'autres chants révolutionnaires). On y fait de + en + référence la Révolution de 1830, **au suffrage universel**, et ces banquets républicains se répandent en province, on y retrouve souvent les mêmes orateurs... ce qui fait que Guizot, particulièrement impopulaire à cause du durcissement du régime et de la répression, **interdit le banquet final** de cette campagne des banquets, qui devait avoir lieu le 14 janvier à Paris.

Les organisateurs relèvent alors le défi et décident de le reprogrammer pour le 22 février, accompagné d'une manifestation (qui est juste présentée comme un cortège suivant les banqueteurs). Le 21/02, le gouvernement renouvelle l'interdiction ; mais c'est trop tard : **le 22/02, une grande manifestation (illégale) traverse Paris**, avec quelques affrontements avec la troupe le soir.

Le 23/02, le peuple est toujours dans la rue. Le gouvernement décide de faire appel à la garde nationale pour rétablir l'ordre. Mais **la garde nationale fraternise** avec la foule aux cris de « *Guizot démission* », « *Vive la réforme* ». Le jour même, Louis-Philippe accepte la démission de Guizot. Les manifestants fous de joie continuent à occuper la rue, et réclament l'illumination des rues pour fêter cela ; ils vont jusque sous les appartements de Guizot. Le poste de garde se croit menacé et tire... Des manifestants sont tués. C'est alors l'escalade. Des barricades se dressent dans la nuit du 23 au 24. **Le 24 à midi, le Palais des Tuileries, résidence royale est attaqué.**

→ doc.1 p.91 :

*Qui mène cette révolution ?*

*Quels éléments, quels symboles montrent les aspirations politiques des révolutionnaires ?*

- bonnet phrygien : celui des sans-culottes
- « réforme » inscrit sur le drapeau
- symbole des Tuileries : c'est avec la Prise des Tuileries le 10 août 1792 que l'on avait mis fin à la monarchie (emprisonnement de Louis XVI).

**Louis-Philippe fait cesser la résistance et abdique.**

*Quel régime va donc être mis en place ?*

## **A – 2 : L'espoir du changement : février – juin 1848.**

Un gouvernement provisoire républicain est nommé ; mais il est lui-même **divisé entre 2 tendances** : républicains **socialistes** (Albert, ouvrier ; Louis Blanc, théoricien socialiste) et non-socialistes ou **libéraux** (Arago, de l'Institut ; Lamartine ; Ledru-Rollin). Cette divergence est forte dès les débuts de la II<sup>e</sup> R. et va être la constante et la cause de l'instabilité de ce régime.

### **- L'euphorie républicaine :**

Dès le 24 au soir, le **gouvernement provisoire** formé à la hâte déclare vouloir la République : elle sera officiellement proclamée le 4 mai. Les premiers jours de cette République pas encore proclamée sont des moments **d'euphorie républicaine** : on plante un peu partout des arbres de la liberté (doc.1 p.148). On se salue en s'appelant « Citoyen », on termine les lettres par « Salut et fraternité »... De très nombreuses mesures sont mises en place :

- maintien du drapeau tricolore contre le drapeau rouge (visible sur le doc.1 p.91) (25/02)
- proclamation du **droit au travail** dans un pays où le chômage frappe fort. On crée pour embaucher les chômeurs des « **ateliers nationaux** » (essentiellement des travaux de terrassement pour les non employés) (25/02)
- **abolition de la peine de mort en matière politique** (pour écarter toute perspective de nouvelle terreur) (26/02)
- **limitation de la journée de travail** à 10 heures à Paris, 12 en province (1<sup>ère</sup> limitation en fait)
- annulation de toutes les mesures répressives de Guizot (ex : Karl Marx regagne la France en mars) ; restauration de la **liberté de la presse et de réunion**
- **abolition de l'esclavage** dans les colonies
- totale **liberté d'expression** (floraison de clubs, de journaux...)
- « **fraternité** » vient s'ajouter à la devise nationale.
- instauration du **suffrage universel** pour tous les citoyens de + de 21 ans :

Les Français utilisent donc pour la 1<sup>ère</sup> fois le suffrage universel pour désigner les représentants de l'Assemblée Constituante, chargée de rédiger la nouvelle Constitution. Il s'agit donc **d'« arbitrer » la lutte d'influences entre socialistes et modérés.**

### **- La république des modérés.**

→ doc.3 p.93. questions 1 et 2 du livre.

*Leur choix va-t-il donc selon vous + vers les socialistes ou les modérés ? Pourquoi ?*

**Ce sont les modérés, les libéraux qui obtiennent la majorité à la Constituante :**

- beaucoup de ruraux peu réceptifs au socialisme, attachés à la propriété en France

- aspect un peu anarchiste des socialistes en 1848.

En fait **les socialistes sont écrasés**, et bon nombre de suffrages se portent même sur un parti royaliste, baptisé « **parti de l'ordre** ».

*On trouve d'ailleurs des députés célèbres ou qui le deviendront : Hugo, L-N Bonaparte...*

Les socialistes sont donc exclus du nouveau gouvernement. La II<sup>e</sup> R. est officiellement proclamée le 4 mai. La Constitution place 5 membres d'une Commission Exécutive au-dessus des ministres.

L'agitation populaire est de + en + forte, en particulier à Paris où le petit peuple craint de se faire « voler » une nouvelle fois « sa » révolution. **Le 15 mai**, une révolution en faveur de la Pologne réprimée par la Prusse. La foule est nombreuse, entre dans la salle des séances de l'Assemblée ; les manifestants prennent la parole. On commence à croire à une nouvelle révolution... Mais les forces de l'ordre interviennent, chassent les intrus **et arrêtent ainsi les chefs de l'agitation socialiste**, accusés d'avoir tenté un coup d'Etat.

® **1<sup>er</sup> vraie rupture entre la II<sup>e</sup> R et les socialistes.**

L'espoir d'une république sociale s'effondre donc. L'extrême-gauche est décapitée, et il y a à nouveau des prisonniers politiques.

### **A – 3 : La république aux mains du « parti de l'Ordre ».**

La rupture est consommée : le peuple de Paris rejette cette révolution qui lui échappe ; les députés rejettent le peuple de Paris qui refuse la légitimité du suffrage universel.

#### **- les journées de juin :**

Or les ateliers nationaux qui rassemblaient les chômeurs apparaissent de + en + aux yeux des gouvernants comme des rassemblements où les idées socialistes circulaient, autrement dit des foyers d'agitation politique.

→ **fermeture des ateliers nationaux décidée le 22 juin.**

→ doc.4 p.93 :

*Quelle justification est donnée à la fermeture des ateliers nationaux ? Est-elle justifiée ?*

*Que doivent faire les ouvriers chômeurs des ateliers nationaux ?*

*Comment réagissent les ouvriers ?*

Agitation ouvrière dès le 22/06. C'est le début des « **journées de juin** » qui culminent le 23/06 avec un grand rassemblement place de la Bastille autour de la colonne de Juillet. Les slogans des ouvriers sont résolus : « La Liberté ou la Mort ». C'est un mouvement très spontané, sans véritable leader ; c'est une véritable bataille des classes entre, d'un côté, les ouvriers et le petit peuple parisien ; de l'autre, la bourgeoisie et l'aristocratie gouvernantes.

On se bat donc à Paris et très durement les 23, 24 et 25 juin (doc.5 p.93).

→ doc. 4b p.93 :

*Comment réagit le pouvoir face aux insurgés ?*

*Que fait-on des prisonniers faits pendant ces journées de juin ?*

**La répression est terrible** et faite par le Ministre de la guerre **Cavaignac** : en dehors des tués pendant les journées, 1500 personnes sont fusillées ; 11 000 sont emprisonnées et 4348 déportées en Algérie.

#### **- le retour à l'ordre :**

Dès le 28/06, les 5 membres de la Commission Exécutive s'effacent devant Cavaignac qui devient chef de l'exécutif ; il forme un nouveau gouvernement dont la mission est claire : défendre **la propriété, l'ordre** contre les agitateurs socialistes.

Les ateliers nationaux sont bel et bien fermés. On revient sur la grande liberté d'expression des premiers mois de la rép. : réglementation des clubs, **loi entravant la presse** (rétablissement du timbre et du cautionnement).

→ **réaction après les journées de juin. On revient sur les réformes de février.**

La Constituante a achevé son travail, et la **Constitution de la II<sup>o</sup> R est promulguée le 21/11**. Elle est fortement marquée par ce souci de modération et d'ordre : elle rejette toute « nouvelle commotion », et fait la part belle à la propriété et à l'ordre public.

Le 10/12/1848 ont lieu les 1<sup>ères</sup> élections. On trouve comme principaux candidats Cavaignac, Ledru-Rollin, Lamartine et **Louis-Napoléon Bonaparte**, neveu de l'illustre empereur, pour le **Parti de l'Ordre**, « *un crétin que l'on mènera* » selon Thiers, jeune homme politique conservateur.

® **victoire large de L-N B. le 20/12** : 5 400 000 voix contre 1 400 000 à Cavaignac et encore moins aux autres. **L-N B. est donc élu le 1<sup>er</sup> président de la II<sup>o</sup> R**, profitant du prestige de son nom, et marquant bien le **virage à droite** de ce régime.

En 1849 ont lieu les élections législatives : doc. 1 p.92 : nouveau triomphe du « parti de l'ordre », qui a désormais donc tous les pouvoirs.

Les mesures qui vont être prises de 1849 à 1851 vont toutes dans le même sens, ce sont autant de retours en arrière par rapport aux mesures de 1848 :

- on revient dans un sens favorable à l'Eglise :

- en 1850, les préfets obtiennent le droit de révoquer les instituteurs. Ces révocations vont porter vers les « instituteurs trop peu croyants » ; alors que dans le même temps les congréganistes obtiennent toutes sortes de facilités pour devenir instituteurs.

- en 1850 toujours, la **loi Falloux** favorise le clergé en introduisant la liberté de l'enseignement secondaire : elle donne à l'Eglise catholique la possibilité d'ouvrir un grand nombre d'écoles avec l'aide de l'Etat. Aucun titre n'est exigé pour leurs maîtres, alors que les instituteurs sont placés sous la surveillance du curé, et le clergé siège dans les conseils qui contrôlent le système scolaire.

(si temps : avis de Hugo : doc.6 p.93)

- des mesures de moins en moins démocratiques et sociales :

- **la loi du 31 mai 1850 comprime le suffrage universel** en y instaurant des conditions. Des élections en mars pour remplacer 21 députés socialistes arrêtés un an + tôt à la suite de manifestations n'avaient pas donné les résultats escomptés pour le parti de l'ordre au pouvoir (11 « rouges » réélus). Le 31/05 donc, la loi met comme condition à l'inscription sur la liste électorale la taxe personnelle (exclusion donc des + pauvres), l'absence de toute condamnation même infime, et 3 ans de domicile continu (excluant déracinés, chômeurs, migrants). Malgré l'opposition de la gauche, cette loi fait passer le nombre d'électeurs de 9 600 000 à 6 800 000, soit un tiers en moins. Et **les exclus sont les prolétaires**. Les socialistes n'ont donc plus aucune chance d'emporter une élection.

- nouvelles lois entravant la liberté de la presse...

Le pouvoir de L -N B. est donc de + en + total, avec une opposition de + en + mince et entravée. Mais un problème se pose pour lui : **la Constitution lui interdit de briguer un 2<sup>o</sup> mandat** de 4 ans. Or le sien arrive à échéance en 1852...

**- vers le coup d'Etat de L-N B. :**

**L-N B. tente donc en vain de faire voter une révision constitutionnelle lui permettant de briguer un 2<sup>o</sup> mandat.** L-N B. s'éloigne alors peu à peu du « parti de l'ordre », et concentre autour de lui une nouvelle tendance (« parti de l'Elysée »), pour de nombreuses raisons :

→ doc. 1 p.94 :

*qu'est-ce qu'il rejette ?*

*Comment se place-t-il ?* – « **au-dessus** » des **partis**, typiquement bonapartiste en cela.

*Comment présente-t-il l'Assemblée ?* – réticente à voter des mesures sociales (il veut revenir sur la compression du suffrage universel en le réinstaurant totalement, ce que le parti de l'ordre refus)..

*Quelle idée se dégage de ce discours ?* – L'Assemblée est un frein à la bonne marche du pays → il plaide donc **pour un pouvoir personnel**.

De + en + de choses séparent donc le président de l'Assemblée dominée par le parti de l'ordre. Et en + :

- L-N B. soutient la politique des nationalités en Europe, alors que les conservateurs veulent que les rois conservent leur pouvoir.

- il veut lancer le pays dans la modernisation ce qui fait peur aux conservateurs.

- enfin et surtout on voit de + en + en lui le successeur de son oncle, et sa volonté de restaurer l'empire, là où les conservateurs sont monarchistes. **On sent le coup d'Etat imminent**.

Pour préparer cette prise de pouvoir, L-N B. multiplie les voyages en France, présente son programme, se fait acclamer...

® doc.2 p.95 :

*En quoi est-ce un coup d'Etat ?* – il reste **le seul dépositaire du pouvoir (plus de séparation des pouvoirs)**

*Pourquoi décréter l'état de siège ?* – prévenir d'éventuels troubles et montrer le soutien de l'armée.

D'ailleurs les responsables des quelques troubles qui éclatent alors sont arrêtés (doc.3 p.95) (26000 arrestations, 10 000 déportations en Algérie)

*Questions 2 et 3 du livre.*

**Le 2 décembre 1851** (47 ans après le sacre de Napoléon Ier; 46 ans après la victoire d'Austerlitz), **Louis-Napoléon Bonaparte fait donc un coup d'Etat** : il dissout l'Assemblée et annonce des élections en vue de la préparation d'une nouvelle constitution. Les 21 et 22 décembre, **les élections approuvent massivement le coup d'Etat bonapartiste**. Une nouvelle constitution est rédigée en janvier 1852, laissant à L-N B. tout le pouvoir exécutif, et il est « prince-président » pour 10 ans. Tous les fonctionnaires doivent lui prêter serment, et le Corps Législatif vote les lois... mais sans les discuter. C'est L-N B. qui en a l'initiative.

→ doc.4 p.95 : *But de cette loi ?* – réduire l'opposition au silence, contrôler la presse : L-N B. verrouille l'Etat dont il détient désormais tous les pouvoirs. **On est proche de la dictature**. Une loi du 8/12/1852 autorise la déportation à Cayenne par simple mesure administrative de toute personne soupçonnée d'appartenir ou d'avoir appartenu à une « société secrète » : 26884 individus poursuivis, 15033 condamnés dont 9530 transportés en Algérie, 239 déportés à Cayenne. Période de « Terreur Blanche », dirigée contre les « rouges ».

Il continue à multiplier les voyages pour ? sa popularité, jusqu'au discours à Bordeaux le 9/10/52 où il dévoile enfin clairement ses intentions :

→ doc.5 p.95 : *Comment justifie-t-il le retour à l'empire ?*

- nouveautés politiques inutiles
- la France veut l'Empire : il ne fera donc qu'exaucer ses souhaits.
- « l'empire c'est la paix » : fait pour rassurer autant les Français que les autres puissances qui gardent un souvenir très sombre du Premier Empire.

*Quelles valeurs défend-il ?* – religion, morale, modernisation.

*Comment appelle-t-il les français ?* – ses soldats.

**Le 21 novembre, il organise un plébiscite pour demander leur avis aux français sur le rétablissement de l'Empire : 7 824 000 oui, 253 000 non. Le 2/12/1852, le II<sup>e</sup> Empire est proclamé, Louis-Napoléon Bonaparte devient Napoléon III. C'est la fin de l'éphémère II<sup>e</sup> République.**

## **B – 1852-1860 : le Second Empire ou le retour à l'autorité.**

Comment concilier Empire et démocratie comme l'avait promis Napoléon III ? Comment faire entrer la France dans la modernité comme il l'a annoncé au discours de Bordeaux ?

### **B – 1 : Un régime populiste et autoritaire.**

→ doc.2 p.99 : Type de suffrage ?

Le suffrage universel sert à quoi ? – **plébiscites** (voir p.98) et désignation du Corps Législatif  
Pouvoirs du Corps Législatif ? A-t-il le pouvoir législatif ? – Non : il n'a pas l'initiative des lois.  
Montrer que l'empereur a tous les pouvoirs. – initiative des lois ; nomination des ministres et des  
représentants de l'Etat ainsi que du Sénat (gardien de la Constitution).

**Napoléon III restaure le suffrage universel.** Il entend s'appuyer sur l'approbation populaire pour régner. Il organise régulièrement des plébiscites pour approuver sa personne (voir doc.p.98). De +, des mesures sont prises pour assurer le résultat favorable des élections et plébiscites :

→ doc.3 p.97 :

Auteur ? Destinataire ?

Relever les mesures prises en faveur de ce candidat.

En quoi est-ce antidémocratique ?

Une propagande efficace et la **pression des préfets dans les départements** orientent naturellement l'opinion dans un sens qui lui est favorable. Des **candidats officiels** sont favorisés, ce qui assure au parti impérial la majorité au Corps Législatif (voir p.98), qui devient donc une sorte de chambre d'enregistrement des volontés de Napoléon III.

**Il y a plus populisme** (appui démagogique sur le peuple) **que démocratie** (réel pouvoir des citoyens).

**Il élimine par ailleurs toute opposition** ; une partie des députés qui s'étaient opposés à son coup d'Etat ont été **arrêtés, déportés** en Algérie ou en Guyane, ou encore se sont **exilés** (ex : **Victor Hugo** à Bruxelles puis Jersey qui publie en 1852 «Napoléon le Petit », puis « Les Châtiments » en 1853, et est le + grand opposant et la + grande force contre le pouvoir de « Badinguet »). Et une tentative ratée d'attentat contre lui en 1858 (par Orsini) permet à Napoléon III de se débarrasser des républicains en les emprisonnant sans jugement (5 députés républicains avaient refait leur apparition au Corps Législatif suite aux élections de 1857)

Les arbres de la liberté plantés en 1848 ont été abattus un peu partout, la devise républicaine a été grattée sur les édifices publics.

Il n'y a donc plus d'opposition possible tant les soutiens de Napoléon III sont forts dans l'armée, et tant l'administration a été épurée de tous ses restes républicains. **Le multipartisme**, considéré comme une source de discordes, **est interdit**. Mais il faut noter que ce genre de considérations est partagé par un certain nombre de Français lassés des incessants changements de régime. Napoléon III se place donc à côté de l'Eglise et **au-dessus des partis**, et se fixe comme objectif la paix civile, ce que recherchent aussi beaucoup de Français. Malgré tout donc, **Napoléon III bénéficie d'une réelle popularité**.

*Pour entretenir cette popularité et son origine (la filiation avec Napoléon Ier), Napoléon III entend, malgré son slogan « L'empire c'est la paix », mener une politique de grandeur internationale.*

## **B – 2 : Une politique extérieure de grandeur.**

Depuis Waterloo, la France ne fait plus entendre sa voix dans le concert international, et paraît un peu bannie. Napoléon III entend mettre un terme à cet écart, et redorer le blason de la France. Il s'agit aussi bien sûr **d'effacer les traités jugés humiliants de 1815**, qui marquent aussi l'échec de son oncle.

C'est également un homme très attaché à l'idée de nation et de nationalité, décidé à aider les peuples à se libérer des dominations étrangères : il entend appliquer le **« droit des peuples à disposer d'eux-mêmes »**.

Il lance donc la France dans plusieurs campagnes :

- en **1854-56**, il participe à la **Guerre de Crimée** contre la Russie qu'il veut empêcher de prendre position en Méditerranée ? Le prétexte de l'intervention est de secourir les Chrétiens d'Orient dans les Lieux Saints. Allié à l'Angleterre, il vainc la Russie après le long siège de **Sébastopol**. Lors du **traité de paix signé à Paris en 1856**, il obtient peu de choses, si ce n'est la réapparition de la France sur la scène diplomatique européenne.

- En 1859 ; il intervient en Italie aux côtés du Piémont, contre l'Autriche, et participe aux victoires de **Magenta et Solferino**. Il obtient en échange **Nice et la Savoie**, mais hérite des problèmes liés à la **question des Etats pontificaux**.
- Poursuite de la colonisation de l'Algérie (conquête achevée en 1857).
- Conquête de la Cochinchine et du Cambodge en Extrême-Orient.

→ **Au total, la taille de l'empire colonial français triple sous le 2<sup>nd</sup> Empire. Ces succès extérieurs permettent à la France de retrouver son « standing » sur la scène internationale, et sont l'occasion pour N III de s'inscrire dans l'héritage de la légende impériale.**

Mais contrairement à ce qu'il avait promis dans son discours de Bordeaux en 1851, l'empire, ce n'est pas la paix...

Dans ce même discours, il avait insisté sur la nécessité de moderniser le pays ; et il va en revanche mettre en œuvre cette volonté.

### **B - 3 : La modernisation du pays.**

On a vu que les troubles de 1848 étaient en partie la conséquence de la crise économique qui touche alors la France. *Quels sont les remèdes que N III apporte à ces difficultés ?*

@ doc.2a p.97 : *Objectifs éco de N III ?* – encourager la concurrence pour stimuler l'industrie. Pour cela, il faut multiplier les moyens d'échange (→ 1°) **modernisation du réseau de transports**), prêter des capitaux à l'industrie (→ 2°) **développement des systèmes de crédit**), faire ? les droits de douane (→ 3°) **libre-échange**).

Tels sont donc les 3 axes principaux de la politique éco de N III.

N III a pour ambition économique de **développer la France tout en améliorant le sort des masses** (qui sont par ailleurs empêchées de nombreuses libertés comme le droit de grève : il veut en fait leur faire oublier ce manque de libertés en leur apportant des améliorations économiques).

1°) **créer en France un réseau de transports complet et moderne** : → cartes p.98 : nombreux chemins de fer en étoile autour de Paris, aménagement de ports sur toutes les façades maritimes pour améliorer les échanges, percement de canaux (et aussi celui de Suez, commencé en 1854 et terminé en 1869, sous la direction du Français De Lesseps soutenu par N III).

Grâce à ces grands travaux, **un marché national uni et cohérent est mis sur pied.**

*Que permet également cette politique de grands travaux ?* – l'emploi des + pauvres, ce qui pousse de nombreux agriculteurs pauvres à gagner les villes → **exode rural**.

Les villes qui grossissent ainsi sont transformées par les grands travaux d'urbanisme (doc.1 p.96) : assainissement, espaces verts, grandes avenues... les travaux de cette époque ont laissé une forte trace dans les paysages urbains actuels (Haussmann à Paris : voir chapitre I).

*Que faut-il pour permettre la réalisation de tels chantiers ?* - Des entreprises disposant de suffisamment de capitaux. D'où l'autre volet de la modernisation du pays, cette fois en matière économique :

2°) **un système de crédit moderne et performant est mis sur pied**. N III encourage la création de grands organisme de crédit, de grandes **banques de dépôt** qui drainent l'argent des petits épargnants pour les prêter aux entreprises (Crédit Lyonnais 1863) ou **d'affaires** qui investissent dans les chemins de fer, les grandes entreprises (Banque Rothschild). La **croissance économique** retrouvée pousse de nombreux bourgeois à se lancer alors dans l'aventure capitaliste : c'est le **règne de l'argent roi**. La **Bourse de Paris** s'envole. De nombreuses entreprises et nouveaux grands magasins voient ainsi le jour.

Par ces ? mesures, N III parvient donc à contenter à la fois les ouvriers (ou au moins une partie d'entre eux), et les bourgeois qui deviennent réellement capitalistes et s'enrichissent. (Ce qui explique en partie sa popularité jusqu'en 1860). Mais il parvient surtout à faire de la France un Etat moderne, compétitif économiquement.

### Oqs chiffres :

1851 : 446 000 tonnes de fonte → 923 000 en 1856

1851 : 254 000 tonnes de fer → 731 000 en 1856

1851 : 3546 km de chemins de fer → 8675 en 1858

Taux de croissance entre 4 et 5% par an entre 1850 et 1857.

Reste donc à faire de la France une puissance commerciale, à la lancer dans le capitalisme mondial naissant.

### 3°) **Le choix du libre-échange.**

#### ® doc.2b p.97 :

*Pourquoi traiter avec l'Angleterre ?* – c'est alors la 1<sup>ère</sup> puissance éco.

*Que dit le traité ?* – 30 % de droits de douane au maximum.

*Pourquoi le coke et la houille ?* – Ce sont alors les principales sources d'énergie, indispensables à tout développement industriel (rappel du doc.2a). Du côté français, les produits concernés sont surtout des produits de luxe, des soieries, du vin...

En 1860, la France signe un traité de libre-échange avec la principale puissance industrielle, l'Angleterre, afin de stimuler les entreprises françaises et de trouver de nouveaux débouchés, de nouveaux approvisionnements en énergie.

*® Réaction des entrepreneurs français ?* – **Inquiétude face à la concurrence britannique**. Ils commencent alors à soutenir moins fermement N III. Aux inquiétudes économiques de la classe bourgeoise s'ajoute celle des **catholiques choqués par le soutien de N III aux nationalistes italiens** adversaires du pape.

→ **Les années 1859-1860 sont donc un tournant dans le 2<sup>nd</sup> Empire**. N III va alors petit à petit changer sa politique pour trouver de nouveaux soutiens.

## C – 1860-1870 : L'Empire libéral et sa chute.

A partir de 1860, N III cherche donc de nouveaux soutiens pour asseoir la popularité de son régime, qui repose essentiellement sur le plébiscite. Pour cela, il doit faire des concessions, au niveau du pouvoir politique comme au niveau des libertés.

### C - 1 : Vers plus de libertés...

N III a perdu l'appui jusque là essentiel du clergé. Il va alors se tourner vers les républicains, les libéraux, les classes populaires. Plusieurs mesures marquent alors un assouplissement du 2<sup>nd</sup> Empire :

- amnistie pour les républicains condamnés et exilés.
- Droit de grève autorisé à nouveau en 1864...

*Effet politique ?* → élections de 1863 : doc. p.98. Une opposition essentiellement républicaine se recrée, et commence à élever quelques critiques :

#### ® doc. 4 p.97 : *que demande clairement le républicain Thiers : quelles sont ces 5 libertés nécessaires ?*

- droit à la sécurité
- droit de participer aux débats politiques → **liberté de la presse : elle est accordée en 1868**.
- liberté des élections. *Que conteste-t-il ainsi ?* – Le système des candidatures officielles.
- Liberté de pouvoir s'opposer, de contrôler le pouvoir.
- Le gouvernement doit tenir compte de l'opinion publique.

*Que demande en fait Thiers avec les 3 dernières libertés ?* – Un régime beaucoup + ouvert aux oppositions : un régime + libéral et + démocratique (en fait + proche de la République).

N III a donc fait des concessions sur les libertés... qui finissent par se retourner contre lui puisque les républicains et les opposants désormais moins « ligotés » font entendre leurs critiques. N III va alors dans le sens des 3 dernières libertés réclamées par Thiers, c'est-à-dire l'assouplissement démocratique du régime.

## C – 2 : ... et plus de démocratie.

® doc.2 p.99. *Qu'est-ce qui rend le 2<sup>nd</sup> empire particulièrement antidémocratique ?*

- **Aucun contrôle** du pouvoir présidentiel, **aucune opposition** possible à ses décisions.
- **Un seul corps élu au SU : le Corps Législatif** (doté de peu de pouvoirs).

Face aux contestations républicaines, le 2<sup>nd</sup> Empire s'assouplit donc :

- en 1860, il accorde le **droit d'adresse au Corps Législatif** (députés élus). Celui-ci a ainsi le droit de répondre aux discours de l'empereur. Ce n'est pas d'une grande utilité, mais symbolise la montée en puissance des seuls représentants élus au SU, c'est-à-dire donc des seuls représentants de la démocratie.
- En 1867, ce droit se transforme en **droit d'interpellation** : le Corps Législatif peut demander des comptes aux ministres nommés par l'empereur.

® doc. p.98 : *comment évolue l'opposition aux élections de 1869 ?* – elle continue à gagner des voix (74 opposants sur 292 élus avec le système des candidatures officielles).

→ N III se retrouve donc dans une situation d'obligation de réformes démocratiques, alors même que ces réformes renforcent l'opposition... **Il décide donc en 1869, à la suite de ces élections, de continuer l'ouverture du régime :**

- **Le Corps Législatif obtient l'initiative des lois et la possibilité de renverser le gouvernement**: autrement dit, les pouvoirs sont à nouveau séparés : on est donc dans un **régime réellement parlementaire**.
- **1870 : Emile Ollivier, membre du Tiers Parti libéral et non bonapartiste, est nommé ministre** et est donc responsable devant le Corps Législatif. **Le régime est désormais également démocratique** puisque ses représentants sont conformes à la volonté nationale.

N III accepte donc des concessions importantes pour rester au pouvoir et garder sa popularité. Il organise même pour renforcer celle-ci un **plébiscite le 8/5/1870** : voir p.98.

Avec ce résultat, N III (il déclare « *J'ai retrouvé mon chiffre !* ») qui **obtient donc la confiance du peuple** **montre son attachement à ce régime** qui est désormais à mi-chemin entre Empire et République. Mais ce résultat « **désarme** » également les **opposants républicains** qui souhaitent la fin pure et simple du 2<sup>nd</sup> Empire.

*Comment dès lors expliquer la chute de N III quelques mois plus tard ?* – La politique extérieure.

## C – 3 : La chute du régime et le retour de la république.

C'est en raison des graves échecs de sa politique extérieure ambitieuse et conquérante que va chuter N III.

- Il subit un premier revers très important dans une campagne menée très loin, au **Mexique**. N III entend profiter de la guerre civile qui y fait rage y instaurer un empire catholique (dont il veut récupérer le soutien à la suite de l'affaire italienne) capable de contrebalancer l'influence grandissante des USA.

En effet, en 1862, le président mex. Juarez refuse de reconnaître les dettes extérieures de son pays. **N III fait alors intervenir l'armée française en 1863** pour installer sur le trône du futur empire catholique mexicain le frère de François Joseph : **Maximilien de Habsbourg**. Celui-ci une fois en place en 1864 doit faire face aux forces de Juarez soutenu par les USA (politique de « *L'Amérique aux Américains* »). **Mais N III fait retirer ses troupes en février 1867** (peu après la victoire prussienne à Sadowa, il commence à craindre une guerre européenne) du Mexique et en **juin 1867, Maximilien est exécuté** par les forces de Juarez.

- **Cette désastreuse campagne fragilise la position de N III** : on lui reproche le coût de l'opération (336 millions de F, 6000 soldats tués) ; de + François Joseph, ulcéré par l'abandon et la perte de son frère, se détourne définitivement de la France et s'allie à l'Allemagne.

**Mais l'ennemi principal devient de façon de + en + évidente la Prusse**. N III sent les ambitions prussiennes sur l'Alsace-Lorraine, et renforce son armée, cherche des alliances, en vain.

Un cousin du roi prussien Guillaume Ier se porte alors candidat au poste vacant de roi d'Espagne. N III, comme les autres dirigeants européens s'oppose à cette candidature qui risquerait de provoquer un encerclement de la France. Il exige alors de la part de Guillaume Ier un engagement écrit de renoncement au trône d'Espagne.

Guillaume Ier refuse une telle procédure mais confirme la renonciation de son cousin. Cet épisode va être utilisé par Bismarck pour déclencher la guerre contre la France, car il pense que la guerre contre la France est le meilleur moyen de réaliser l'unité des Allemands : c'est **l'affaire de la « dépêche d'Ems »** :

*® doc.4 p.155 : quelles différences entre les 2 dépêches ? - ?* de ton et de faits : Bismarck parle d'un refus de recevoir l'ambassadeur français, ce qui est faux, et dit que le roi n'avait plus rien à communiquer, alors que dans la dépêche originale, Guillaume Ier dit simplement que les français n'auront pas besoin de lui pour avoir des nouvelles de Madrid, puisqu'ils seraient logiquement les 1ers informés.

Cette dépêche quelque peu humiliante pour la France est diffusée dans toutes les chancelleries. Les Français se sentent provoqués, humiliés, et **réclament la guerre, que N III déclare le 19/07/1870.**

**Mais les forces en présence sont très déséquilibrées** : 235 000 Français contre 500 000 Allemands, sans compter les énormes ? de matériels (vieux fusil français contre les récents canons Krupp), de stratégie (pas de plan pour la France, alors que les plans allemands sont prêts depuis 1866).

*® doc.5 p.155 : Qui gagne ? Quels gains ?*

**L'armée allemande envahit très rapidement la France.** N III qui s'était porté au devant de ses troupes, est fait **prisonnier lors du désastre de Verdun le 02/09/1870. C'est la fin du 2<sup>nd</sup> Empire. Le 04/09/1870**, alors que la France sombre dans le chaos, un gouvernement provisoire républicain se met en place à Paris, et **la république est proclamée.**

Mais la guerre dure, et très vite **Paris est assiégée** (pendant 4 mois). Autrement dit, **l'expérience du 2<sup>nd</sup> Empire se termine par un désastre, et la nouvelle république naît dans le chaos.**

*Quel regard avoir aujourd'hui sur le 2<sup>nd</sup> Empire ?*

Les Français ont très longtemps eu un **préjugé très défavorable** pour ce régime et son chef (**Badinguet**) : on l'a beaucoup présenté comme une période d'affairisme, de corruption, mais surtout d'oppression et de répression politique, sur fond de révolution industrielle, c'est-à-dire de misère ouvrière... le tout se terminant avec le désastre total de Sedan, la perte de l'Alsace-Lorraine...

D'autres historiens présentent en revanche **N III comme un démocrate capable de composer** avec les royalistes, un chef **soucieux d'améliorer le sort de ses sujets**, un défenseur des opprimés... **C'est encore la vision négative qui domine** car elle a été établie par le régime suivant qui est encore le notre aujourd'hui (la rép.), et par des écrivains de génie, **essentiellement Hugo**. Ainsi dans les IO en H/G en 1970 encore, on pouvait lire dans les commentaires du programme aux instituteurs *« Montrer comment l'Empire a conduit à la catastrophe »*.

L'image du 2<sup>nd</sup> Empire, si elle tend à s'améliorer un peu aujourd'hui en observant certaines de ses réalisations et de ses évolutions (modernisation, travaux, réformes à partir de 1860), reste **profondément marquée par un rejet qui date de la III<sup>e</sup> Rép. et qui s'appuie sur 2 points noirs essentiels : le péché originel (coup d'Etat mettant fin à la II<sup>e</sup> Rép.), et le désastre final.**

## **II – 1870-1879 : l'installation difficile de la République.**

Cette nouvelle république naît donc dans le chaos et l'invasion. Le 4/9, la France est sous la menace prussienne, et ne dispose plus de véritable chef pour se défendre, si ce n'est l'armée du peuple ; un peu comme en 1792, lorsque l'on avait proclamé « la Patrie en Danger ».

La république qui s'installe dans la défaite doit donc trouver ses marques et **éviter les 2 « travers » qui ont provoqué la chute de la 2<sup>nd</sup>e République : la « république Rouge »** comme celle de février à juin 1848, **et la dérive monarchiste** qui avait entraîné l'élection de L-N Bonaparte et la chute de la république.

Les 2 périls vont pourtant se succéder, comme lors de la période 1848-1851 ; mais cette fois ils vont être surmontés.

## A – La République face aux socialistes : la Commune de Paris.

### A – 1 : Le siège de Paris et la défaite.

La république a été proclamée le 4 septembre, mais n'a rien de légitime si ce n'est l'approbation populaire des Parisiens... Pour le moment, **la France n'est dirigée que par un gouvernement provisoire (dit gouvernement de la défense nationale)**. Mais la défense ne mène à rien : **les défaites françaises se succèdent** malgré le fait que Gambetta, l'un des 11 membres du gouvernement provisoire, tente de lever armée sur armée, jusqu'à 600 000 hommes, en quittant Paris assiégé dans un ballon et rejoindre Tours (d'où le nom « Armée de la Loire »).

® doc.5 p.155 : échecs de cette armée de la Loire à Orléans, à Villersexel.

Pendant ce temps-là, **les Parisiens assiégés résistent** devant une défaite pourtant inéluctable. La population est armée, et est coupée du reste du pays par le blocus. 250 bataillons sont formés à l'intérieur, mais le gouvernement veut éviter au maximum de s'en servir, de peur de mouvements révolutionnaires incontrôlés. Paris compte alors en effet environ 2 millions d'habitants, pour la plupart miséreux et ouvriers. Les travaux haussmanniens ont abouti à une ségrégation dans l'espace parisien : les ouvriers constituent une ceinture rouge autour de Paris, dont le centre reste essentiellement bourgeois.

Dans cet univers coupé de l'extérieur, vivant sous la menace s'est développée **une atmosphère révolutionnaire** ressemblant à celle de 1789 : **des « comités de vigilance » dominés par les communistes se sont mis en place dans chaque arrondissement**. Mais tant que le siège et la guerre durent, pratiquement tous les Parisiens se rangent derrière le gouvernement provisoire.

Ce qui va provoquer la rupture et le soulèvement, c'est la défaite. Les Parisiens se méfient de + en + d'un gouvernement qu'ils commencent à accuser d'être des « capitulards ». ; En effet, **le 28 janvier Paris capitule**. Cette défaite doit être suivie des 1ères élections de la nouvelle rép. jusque là toujours gouvernée par un gouvernement de défense nationale. En effet, le vainqueur Bismarck veut signer le traité de paix (avec cession de l'Alsace-Lorraine) avec un gouvernement légalement élu pour éviter toute contestation future.

Ces élections ont donc lieu peu après la capitulation : le 8 février 1871, pour désigner l'assemblée constituante de la III<sup>e</sup> Rép. (elle préparera la nouvelle constitution, d'où sa grande importance).

® Doc. 2 p.104 : *Qui l'emporte ? Pourquoi ?* – car la France est encore majoritairement rurale, attachée à l'ordre, la propriété et veut la paix... que refusent la plupart des républicains. A Paris d'ailleurs, on a voté largement républicain ; mais Paris n'est pas la France. **L'assemblée est donc composée à 2/3 de monarchistes pacifistes.**

*Réaction des Parisiens ?* – Ils se sentent une nouvelle fois trahis : leur résistance, leurs sacrifices n'auront servi à rien. Il se murmure à Paris que les Orléans préparent leur retour... **A peine proclamée, la république est donc déjà et à nouveau en danger.**

**Thiers le monarchiste orléaniste est alors désigné comme chef de l'exécutif** ; il est chargé de signer la paix et de négocier la défaite française au Traité de Francfort le 10 mai : outre la perte de l'Als-Lor, la France se voit infliger une indemnité de guerre de 5 milliards, et restera occupée tant que cette dette n'aura pas été acquittée (date prévue de l'évacuation : 1874).

**La défaite, les monarchistes au pouvoir... le peuple parisien, qui est toujours en armes, bouillonne**. Des bataillons se succèdent tous les jours place de la Bastille pour honorer les morts de 1848, et proclamer sa volonté de défendre la République coûte que coûte... la République est + importante que le SU.

C'est alors que **la nouvelle assemblée**, très monarchiste, pour éviter la confrontation avec ces foules en colère, décide de **s'établir non pas à Paris mais .... à Versailles, le symbole même de la monarchie**. C'est la goutte d'eau qui va faire déborder le vase des aigreurs et des colères des Républicains.

## A – 2 : La Commune de Paris.

**Thiers veut désarmer Paris** qu'il sait très hostile au gouvernement. Mais les Parisiens de la garde nationale refusent de rendre leurs armes, au nom de la Rép. menacée. Et ces armes ne sont pas que des mauvais fusils : il y a aussi 227 canons...

**Le 18 mars 1871, Thiers organise une expédition militaire pour désarmer ces Parisiens.** Mais les troupes du gouvernement sont mal préparées et ne veulent pas tirer sur les Parisiens qui ont jusque là si courageusement résisté. A Montmartre, **la foule s'interpose** donc devant ces soldats (les femmes en particulier, ce qui explique aussi le refus de tirer des troupes du gvt), et se saisit de 2 généraux qui sont aussitôt fusillés. L'émeute grandit, et le gvt décide le jour même de quitter Paris pour rejoindre Versailles, laissant ainsi la capitale à ses seuls habitants, avec un vide de pouvoir.

**Les habitants s'organisent alors pour gérer la ville** en l'absence du pouvoir régulier détesté. Un Comité Central cherche à trouver une solution légale à cette situation ; les Parisiens n'exigent que la certitude de la continuité républicaine, et demandent l'organisation d'élections municipales (ou communales). Elles sont fixées au 26 mars.

Alors que seulement la moitié des électeurs parisiens y ont participé, **ces élections désignent comme membres du conseil municipal essentiellement des membres des organisations révolutionnaires, des socialistes, des anarchistes, des républicains radicaux...** mais la question essentielle n'était toujours pas tranchée : à quoi servait cette commune ? **Était-ce un simple conseil municipal ou un contre-gouvernement ?**

® doc.2 p.100. Expliquer la 1<sup>ère</sup> phrase.

- Les Communards veulent que la rép. soit garantie, et **ils estiment que l'assemblée composée de monarchistes ne saurait être considérée comme républicaine**, qu'elle met en péril les valeurs de la Rép.

*A qui appartient donc le pouvoir en attendant que cette assemblée soit changée (comment ? par de nouvelles élections ?) ?*

- **le pouvoir appartient out entier aux communes.** Paris se montre donc la 1<sup>ère</sup> commune à s'organiser, et invite toutes les autres à en faire autant.

*Que devient l'unité française dans ces conditions ?*

- **toutes les communes doivent s'associer par un contrat pour assurer l'unité française.**

*Et l'Etat dans tout ça ?*

- Il disparaît peu ou prou... C'est donc une formule de gouvernement à **mi-chemin entre fédéralisme et anarchie** qui est proposé par les Communards.

Ces propositions ont bien sûr un caractère assez utopique, et ne sont pas entièrement partagées par le peuple parisien héritier des sans-culottes, attachés au jacobinisme de 1793, et qui, tout en affichant cette déclaration, proclame que « *la république est une et indivisible* ». Mais peu importe en fait les constructions théoriques de la Commune, qui ne sont pas totalement aboutis, et voyons les mesures qui sont prises.

En effet, ce nouveau conseil municipal ne tarde pas à former des commissions des finances, du travail, de la justice, qui remplissent en fait les fonctions d'un ministère. **L'autorité de l'Etat, jugé non républicain, est donc ouvertement défié.**

*Qui sont ces Communards ?*

® doc.3 p.100. point commun entre tous ? – **des couches sociales plutôt modestes**, avec une très forte majorité d'**ouvriers** très réceptifs aux discours socialistes. Ils vont donc prendre des mesures très réformistes et veulent affermir la république :

- **séparation de l'Eglise et de l'Etat**
- **projet d'une instruction laïque, publique et obligatoire**

On remarque d'ailleurs que ces 2 mesures seront reprises pas beaucoup + tard par les républicains eux-mêmes. La Commune décide de reprendre le **calendrier révolutionnaire** abandonné depuis 70 ans (on se retrouve alors en l'an 79), pour marquer son attachement aux valeurs républicaines héritées de 1792..

Mais la Commune se charge aussi d'apporter des solutions **claires et immédiates aux problèmes du peuple parisien :**

- moratoire (suspension) des échéances de frais pour les petits commerçants

- annulation des quittances depuis 1870 pour les locataires désargentés
- **suppression des amendes patronales** dans les ateliers
- interdiction du travail de nuit dans les boulangeries (mesure impopulaire)
- on récupère les fabriques délaissées par les patrons qui ont fui la Commune, et on les transforme en **ateliers appartenant à la Commune et autogérés par les ouvriers**.

On peut donc parler pour certaines de ces mesures de **mesures socialistes**. D'autant + que la Commune se choisit un nouvel emblème : **le drapeau rouge**. Et l'histoire retiendra que **l'Internationale** est composée par Eugène Pottier en l'honneur de la Commune.

Mais des divisions importantes existent et s'accroissent au sein de la Commune, notamment entre ceux qui souhaitent aller + loin dans l'idée de commune libre (« *Paris libre dans la France libre* »), et ceux qui restent attachés au centralisme jacobin. Mais ces querelles sont presque anecdotiques par rapport au **problème principal qui se pose aux Communards : résister à l'affrontement contre les troupes de Versailles, qui devient de + en + inévitable** au fur et à mesure que l'on s'engage dans une politique socialiste...

### A – 3 : « La Semaine Sanglante » : la fin de la Commune.

L'aventure de la Commune semblait évidemment condamnée d'avance étant donné le déséquilibre des forces en présence. En effet, **le mouvement communal encouragé par la Commune de Paris n'avait pas vraiment reçu d'écho**, sauf qq communes très éphémères et beaucoup moins radicales et socialistes à Lyon, Marseille, Toulouse, Narbonne, Le Creusot... Contrairement à ce qui s'était passé de 1789 à 1793, Paris n'a donc pas réussi à entraîner le reste du pays dans sa folie révolutionnaire. Les Français ne tardent pas à se méfier de ces Communards parisiens avec lesquels ils ne se trouvent pas beaucoup de points communs, et qui menacent beaucoup de valeurs encore profondément respectées par les campagnes françaises : propriété, religion...

Pendant que la Commune fait son œuvre, **Thiers amasse des troupes à Versailles et prépare l'écrasement de la Commune. Cette offensive est lancée le 21 mai :**

® doc.4 p.100.

*Par où entrent les troupes versaillaises ? pourquoi ?* – par l'Ouest : ce sont les quartiers les + huppés, et donc on l'on trouve le moins de Communards acharnés ; de +, Paris est toujours barrée à l'Ouest par les troupes prussiennes qui y stationnent jusqu'à ce que les dettes soient réglées (et les Prussiens verraient d'un très mauvais œil l'installation d'un gouvernement révolutionnaire en France, ce qui menacerait leurs finances et le Traité de Francfort).

*Combien de temps dure la « reconquête » de Paris par les troupes gouvernementales ?* – une semaine. La progression est régulière malgré un ralentissement dans l'Est parisien, car c'est là que bat le cœur ouvrier de la Commune, notamment à Belleville et à la Butte Montmartre, symbole de la résistance communarde.

Durant cette reconquête, la répression est terrible : on l'appelle **la « semaine sanglante »**. On ne connaît pas exactement les chiffres de cette répression, mais il y eut au moins **30 000 morts** pendant cette semaine, sans compter les **40 000 arrestations**, les **10 000 condamnations** (souvent à la déportation pour 10 ans en Nouvelle-Calédonie).

En effet **la résistance des Communards a été totale** et jusqu'au boutiste, et la violence des troupes (commandées par le **général mac Mahon**) à la mesure de cette résistance (rappelons que le 18 mars, 2 généraux de l'armée avaient été fusillés par les Communards). Après avoir perdu la Butte Montmartre, **les derniers Communards** résistant se réfugient sur les hauteurs de Belleville, au cimetière du Père-Lachaise, et **sont fusillés sur place devant le « Mur des Fédérés »** (*fédérés car partisans d'un système de communes fédérées*).

® Comment interpréter, que retenir de la Commune ?

C'est une expérience très brève et qui a pourtant suscité énormément de réactions, d'interprétations jusqu'à aujourd'hui. **Les communistes l'ont souvent présentée comme le point de départ de la vraie contestation prolétarienne, le point de non-retour qui fait que, après la Commune, il sera impossible de composer avec les capitalistes.**

® lire les interprétations p.101.

En réalité, l'expérience fut bien trop brève pour pouvoir être vraiment qualifiée de socialiste... Mais pour ce qui nous intéresse, la Commune marque une **rupture claire entre les prolétaires socialistes d'un côté, la république de l'autre**. **Les républicains se divisent donc en 2 camps hermétiques : les républicains modérés** soucieux avant tout du rétablissement de l'ordre, à l'image du « bourreau » Thiers d'un côté ; **les républicains socialistes et radicaux de l'autre**, beaucoup + intransigeants et souvent impliqués dans l'expérience communarde, qui se retrouvent écartés de la vie politique pendant une vingtaine d'années.

Le socialisme alors en plein développement va honorer ceux qui sont tombés au Mur des Fédérés, et choisir la voie révolutionnaire de façon définitive.

Pour l'instant néanmoins, c'est Thiers et son assemblée à majorité monarchiste qui se retrouve seuls aux commandes de la France, dans un pays encore occupé et tourmenté par la révolution communarde.

*Comment vont-ils rétablir l'ordre (c'est pour cette mission qu'ils ont été élus) ?*

## **B – La République face à la menace monarchiste.**

### **B – 1 : Le gouvernement de l' « ordre moral ».**

La répression de la Commune vaut à **Thiers un prestige considérable**. Il pourrait être à tout moment destitué par l'assemblée à qui il doit son pouvoir, et **cette assemblée est dominée par les monarchistes**. Mais ceux-ci sont divisés entre orléanistes et légitimistes.

**Thiers qui s'est rallié à la république** (« *le régime qui nous divise le moins* ») veut démontrer l'efficacité de ce régime et **relever la France**. Pour ce faire, il **rembourse les dettes** dues à l'Allemagne grâce à un emprunt, ce qui fait que les troupes allemandes quittent le sol français un an avant l'échéance prévue, donc en 1873. Dans le même temps il réorganise l'armée. Pour relancer l'économie française, il reprend le protectionnisme.

Mais la majorité monarchiste s'accommode de + en + mal de la présidence de Thiers devenu républicain, pour restaurer la monarchie dans les plus brefs délais. 2 problèmes restent à résoudre pour eux : trouver un terrain d'entente entre Orléans et Chambord, autrement dit **déterminer qui serait le prétendant au trône** ; et **trouver une personne pour succéder à Thiers** en attendant et pour préparer cette restauration.

Pour déterminer le prétendant, un terrain d'entente est trouvé : c'est officiellement le comte de Chambord qui, vieux et sans descendance, désigne le comte de Paris (d'Orléans) comme son successeur. Et le successeur de Thiers est également trouvé en la personne de Mac Mahon, le chef de l'armée.

**Le 24/05/1873, Thiers est mis en minorité à l'assemblée et démissionne. Mac Mahon lui succède** donc, soutenu par les députés monarchistes qui attendent la proclamation de la restauration..

En attendant, **les députés monarchistes décident de prolonger le mandat de Mac Mahon qui est fixé à 7 ans**, et qui devient donc président de la rép. Il nomme aussitôt comme pdt du conseil le monarchiste orléaniste **De Broglie**.

Celui-ci va mener avec l'appui de Mac Mahon, une opération de « redressement » de la France par le « **rétablissement de l'ordre moral** ». Il s'agit en fait d'une politique très marquée par la religion. C'est un gouvernement assez disparate unissant des forces conservatrices très diverses et partagées sur de nombreux sujets (bonapartistes, légitimistes, orléanistes...). Mais le gouvernement retrouve son unité quand il s'agit de **combattre les républicains les + radicaux : la presse républicaine** est durement frappée, **la commémoration du 14 juillet est interdite** ; dans le Midi, les Marianne sont chassées des mairies ; **les enterrements civils sont interdits**... En fait, ce gouvernement est fortement monarchiste, et est marqué par l'idée que les troubles se sont abattus sur la France en raison de son impiété, du non-respect de la religion catholique. Témoin de cette volonté de se remettre dans la foi, **une basilique est érigée sur la Butte Montmartre**, lieu symbolique du début et de la fin de la Commune (lieu d'exécution des 2 généraux, et un des derniers bastions communards) : c'est le **Sacré Cœur**, destiné à expier les péchés des Parisiens.

C'est donc l'Eglise catholique qui est réhabilitée, et qui doit mener à bien le rétablissement de l'ordre moral. Et qui doit donc **préparer le terrain pour la restauration monarchique**...

Mais de quelle restauration peut-il s'agir ? Un Ancien régime ou une monarchie parlementaire « à la britannique » ?

Le 1<sup>er</sup> concerné, le comte de Chambord qui est le prétendant « officiel », fait savoir aux députés par le manifeste du 05/07/1873 qu'il opte pour la 1<sup>ère</sup> solution, le retour à l'Ancien régime, voulant récupérer pour la France le **le drapeau blanc**. Même si cette question est essentiellement symbolique, elle provoque la méfiance et le rejet des parlementaires (Mac Mahon sait aussi que l'armée n'est guère favorable à cela). La restauration attendra donc la mort de Chambord pour le comte de Paris, + ouvert et + libéral. Et cette maladresse du comte de Chambord va en fait précipiter les dernières chances de restauration monarchique en France.

**Les députés monarchistes qui soutiennent Mac Mahon se détournent donc du comte de Chambord**, et se rallient à la république par défaut. Mais il faut que cette république soit conservatrice et non sociale comme l'avait été celle de février 1848. Et le meilleur moyen de faire régner l'ordre est de sortir de cette période d'institutions incertaines qui durent depuis 1871 (toujours pas de vraie constitution !), **en dotant la France d'institutions claires**. Cet effort institutionnel va être fait dans l'année 1875.

### **B- 2 : Les lois constitutionnelles de 1875.**

® doc.3 p.105 : *mode de suffrage ?*

*chef de l'Etat ?*

*chef de l'exécutif ? Comment est-il désigné ? – c'est le pdt de la rép... Mais ce titre ne lui est*

*donné qu'in extremis par « l'amendement Wallon » (lire doc.6 p.105). Il est élu non pas par le peuple mais par le sénat et l'Assemblée réunies. Il nomme le gouvernement. **Il peut dissoudre la Chambre des Députés**. Il a l'initiative des lois, n'est responsable devant personne, a le droit de grâce, de conclure les traités...*

**® le pdt a des pouvoirs très étendus : ce sont en fait les pouvoirs d'un monarque constitutionnel.**

Le chef du gouvernement, équivalent de l'actuel 1<sup>er</sup> ministre, est le président du conseil, nommé par le pdt de la Rép. le gouvernement est responsable (sens ?) devant les chambres.

*Pouvoir législatif ? – à 2 chambres ? .*

*? entre ces 2 chambres ? – l'une est élue au SU, l'autre non. **Le Sénat est aussi puissant que la chambre des députés**, mais son mode d'élection est ? : sur les 300 sénateurs, 75 sont inamovibles, les autres étant désignés par des collèges électoraux dominés par les conseillers municipaux des campagnes : **c'est donc une chambre composée essentiellement de conservateurs et de notables** peu enclins à la révolution... c'est là encore la marque de l'influence des monarchistes.*

Il est toutefois à noter que **ce n'est pas vraiment une constitution** : pas de préambule, pas de déclaration des droits, pas de partage clair des pouvoirs : **ce n'est qu'une succession de lois**. Ce flou dans les institutions va se révéler en fait un atout puisqu'elles pourront être utilisées de façon très souple, et cela explique en bonne partie la longévité de la III<sup>e</sup> R. (70 ans).

Et il est étonnant de constater que **c'est une assemblée monarchiste qui a institué la rép. en France** ! cela peut s'expliquer par 2 raisons :

1°) **la plupart des députés monarchistes se résignent à la rép.** car ils sont déçus de l'attitude du comte de Chambord qui prône un retour à l'AR. Beaucoup de députés n'en veulent pas.

2°) depuis 1871, **les républicains sont devenus beaucoup + « fréquentables »** : ils défendent une république modérée voire conservatrice (Thiers). Être républicain ne signifie plus être révolutionnaire. Même un des leaders républicains les + radicaux, un des 1ers à avoir proclamé la rép. le 4 septembre, Gambetta se range petit à petit, après l'échec sanglant de la Commune, à des discours beaucoup + modérés. Son credo : « *la politique c'est l'art du possible* ».

**Les républicains ne font plus peur, la Rép. est enfin installée, la restauration semble définitivement enterrée...** L'année 1875 est donc un nouveau tournant, et des élections sont organisées l'année suivante puisque l'assemblée constituante avait fait son oeuvre:

## B – 3 : Le 16 mai 1877 et le triomphe républicain.

Le sénat, étant donné le système électoral, reste majoritairement monarchiste. Quid de la Chambre élue au SU ?

® *doc.2 p.104.*

*Nouvelle majorité ? – républicains (360 sièges sur 600, seulement 150 conservateurs).*

*Conséquence pour le président conservateur MM ? – il doit appeler un pdt du conseil*

**républicain** : c'est Jules Dufaure (centriste), puis **Jules Simon** (rép. modéré).

Mais les conflits ne tardent pas entre **d'1 côté, une chambre et un président du conseil républicains, et de l'autre, un sénat et un pdt de la rép. monarchistes**. Le bras de fer aboutit **le 16 mai 1877** à ce que les rép. appelèrent un coup d'Etat : **le pdt MM décide de renvoyer Simon**, et de nommer De Broglie à nouveau à sa place : c'était un retour 4 ans en arrière.

® *Réaction de la chambre ?* – ils sont majoritairement opposés à cette nomination qui ne correspond pas aux choix du SU : **363 députés refusent de voter leur confiance au nouveau ministère ...** C'est donc le bras de fer entre le pdt de la rép. conservateur et la chambre républicaine.

® *Réaction de MM ?* – **Il décide de dissoudre la chambre**, avec l'avis conforme du sénat (25 juin).

De nouvelles élections sont donc fixées pour le 14 octobre. C'est donc au SU d'arbitrer ce conflit entre le pdt et les députés. Mais en réalité, ce débat dépasse les électeurs, et ces élections ne sont qu'une nouvelle occasion pour eux de se prononcer pour la république ou la monarchie. La campagne électorale est donc cruciale pour la survie de la rép :

- **les monarchistes utilisent la pression administrative** pour imposer leurs « candidats officiels » : 77 préfets sont changés avant les élections pour assurer le succès des « bons » candidats. On soumet les journaux rép. à autorisation (non délivrée), on ferme les cabarets considérés comme des lieux subversifs. C'est l'ombre du 2<sup>nd</sup> Empire qui réapparaît ainsi, d'où une certaine impopularité des candidats monarchistes.
- Les républicains mettent en avant leur côté rassurant, modéré. La figure de Thiers, tardivement rallié à la rép. est très utilisée pendant cette campagne puisqu'il meurt, et c'est l'occasion de lui faire de grandioses funérailles... à Paris !

Les résultats confirment ceux de l'année précédente : **les républicains conservent leur majorité** même si celle-ci est un peu + mince. La république est donc confirmée, définitivement assurée ou presque : **il reste MM à la présidence et un sénat monarchiste**.

**Le Sénat** devait être renouvelé le 5 janvier 1879 ; et il changea de camp, **devenant républicain** et isolant donc encore davantage MM, pdt en théorie jusqu'en 1880. mais trop isolé et voyant l'impossibilité définitive de s'opposer aux républicains, **il démissionne le 30 janvier 1879, et est remplacé par le président républicain Jules Grévy** : **c'est la victoire totale des Républicains**, au pouvoir pour de bon. Et cette victoire avait été apportée au camp républicain par le SU. **Les Français s'étaient donc tardivement convertis à la rép**, car les républicains avaient changé de positionnement depuis la Commune, cessant de se présenter comme des agitateurs pour adopter la posture de conservateurs de l'ordre social, et en s'adressant de + en + aux masses rurales encore majoritaires en France.

Autre enseignement de ces élections : **le vrai pouvoir était entre les mains des députés et non du président**. C'est pourquoi **le droit de dissolution fut abandonné** après la dissolution consécutive au 16 mai. La III<sup>o</sup> république est donc finalement non pas un régime présidentiel, mais **un régime parlementaire** : c'est la chambre des députés qui a le pouvoir le + important.

Les républicains ont leur République, ont les pouvoirs de cette République : c'est donc le moment de consolider cette république et de faire enfin les réformes pour tourner la page des années de l'ordre moral et du 2<sup>nd</sup> Empire.

## III – 1879-1914 : la République des républicains.

Comment les républicains vont-ils parvenir à installer durablement la république après tant d'années de changements et d'incertitudes politiques ?

Cette consolidation s'appuie sur des fondations solides : le suffrage universel, l'école, la laïcité... Qui vont être mises en place dès les premières années de pouvoir ; mais la répub. des républicains va connaître des crises assez graves qui ne vont cependant pas remettre en cause le régime, contrairement aux expériences précédentes.

## A – La consolidation de la République.

### A – 1 : Le triomphe des valeurs républicaines.

® doc.7 p.105 : Nature ? – Affiche électorale pour les législatives de 1881 (tous les 4 ans).

Résultat des élections de 1881 : doc.2 p.104 : **Nouveau triomphe des républicains en 1881**, qui ne sont plus entravés par les 2 oppositions à droite et à gauche. Néanmoins une distinction claire apparaît entre républicains modérés et radicaux-socialistes qui refont pour la 1<sup>ère</sup> fois depuis 1871 leur apparition sur la scène politique. **Les républicains au pouvoir se démarquent donc nettement des + radicaux : on les appelle les républicains opportunistes** ; ils ne sont pas attachés aux intransigeances des idées, mais aux résultats et à la stabilité du pouvoir. **Ils vont rester 20 ans au pouvoir et s'opposer aux républicains radicaux.**

Quelles sont les ennemis de la répub. selon cette affiche ? – L'Empire (= guerre et défaite), la Prusse (= Allemagne), le pouvoir d'un seul (= la monarchie et MM)

Quelles sont les mesures de la répub. mises en valeur ? – le **parlementarisme** (image 3 : c'est aussi une façon de discréditer les monarchistes et MM), la **conscription** (qui date en fait de 18872 avec les réformes de Thiers pour rebâtir l'armée ; Thiers avait voulu le service de 7 ans, l'Assemblée 3 ; on avait décidé d'un service de 5 ans selon un système de tirage au sort : certains devaient 5 ans, d'autre 1 et ne faisaient en fait que 6 mois. Des dispenses étaient accordées largement aux fonctionnaires, aux élèves des hautes écoles, aux ecclésiastiques ; et les jeunes de la bourgeoisie ne pouvaient faire qu'un an s'ils devançaient l'appel → en fait le service était donc inégalitaire, contrairement à ce que suggère l'image, et les républicains les + avancés en voulaient un égal). On montre toutes les différentes classes sociales ensemble, le rêve de l'unité républicaine, le contraire des privilèges que voulaient réintroduire les monarchistes.

→ **valeurs d'égalité, de démocratie, éloge de la conscription, avec l'idée fixe : récupérer les provinces perdues** (« Pensez-y toujours, n'en parlez jamais » disait Gambetta).

→ doc.7 p.107 : Quelles sont ici les valeurs de la république ?

- fidélité et **exaltation de l'héritage révolutionnaire** (DDH...) : **la Marseillaise** redevient l'hymne national en 1879 ; **le 14/07** devient fête nationale en 1880
- **la paix** (rameau d'olivier) : c'est une paix **en attendant la Revanche** ... Mais c'est aussi la répub. qui se place en opposition avec le 2<sup>nd</sup> Empire qui avait plongé le pays dans la guerre et la défaite.
- **la prospérité, le progrès** (chemins de fer à l'arrière-plan) : une campagne de travaux publics est lancée dès 1878, comportant 16000 km de voies ferrées, des canaux, des ports. République est donc synonyme de progrès.
- la tranquillité, **l'harmonie sociale** : elle est par exemple illustrée par **l'annistie accordée aux Communards en 1880.**
- **la fierté nationale** avec le buste de **Marianne** qui revient dans les mairies, à mi-chemin entre glorification de la répub. et de la nation ; mais c'est une Marianne apaisée sur cette affiche.

Mais au-delà des valeurs et des symboles, quelles sont les mesures prises par les républicains ?

### A – 2 : Les grandes lois républicaines.

Première nécessité pour les républicains : effacer les lois monarchistes et liberticides de l'ordre moral :

® doc.3 p.107 : **liberté de la presse en 1881**: pas d'autorisation, juste une déclaration, et sous réserve du droit de réponse. Mais aussi **liberté de réunion** (1881) après déclaration.

En 1884, **l'élection du maire par le conseil municipal se généralise à toutes les mairies** (certains maires étaient désignés directement par le préfet, lui-même désigné par le président, pour lui garantir la majorité au

Sénat) ; et toujours en **1884**, la loi Waldeck-Rousseau accorde la liberté d'association professionnelle, c-à-d la **liberté syndicale**. En 1901, cette liberté sera étendue à la **liberté totale d'association**.

### ® restauration des libertés individuelles et collectives.

Mais aussi, et surtout : l'école. Pourtant celle-ci n'a pas que des admirateurs :

#### ® doc.4 p.107 :

*Argument pour l'école obligatoire dans le discours de Ferry ?* – école = mélange des classes sociales = **égalité**

*Argument contre dans l'Univers ?* - école = **moule** dans lequel doivent se conformer toutes les générations → **communisme** et appauvrissement des intelligences humaines

*Argument pour dans La Dépêche ?* – puisqu'on ne conteste pas **l'obligation du service**, comment contester **l'obligation scolaire ?**

*Position de l'Intransigeant ?* – **l'école est un pas vers l'égalité... Mais ne saurait y suffire.**

**® L'école devient donc gratuite, obligatoire de 6 à 13 ans et laïque (on y reviendra) grâce aux lois Ferry en 1881-82.**

*Mais à quoi doit servir cette école ? Qui doit y enseigner ? Quel message doit-elle transmettre ?*

#### ® doc.3 p.109 : *But de la rép. ?*

*Comment atteindre ce but ?* – par l'instruction, dès le + jeune âge ; en rendant les gens + intelligents et + résistants à toute forme d'embrigadement.

*Questions livre.*

**® L'école est donc le meilleur moyen de protéger la rép** en transmettant ses valeurs aux + jeunes. Pour ce faire, il faut former les instituteurs de ces écoles dans des écoles normales. L'instituteur de la III<sup>o</sup> rép. est donc un personnage très important dans la stabilité et l'assise de ce régime :

® doc.6 p.109 : *Quelle est la valeur la + présente dans les écoles normales ? pourquoi ?* – la laïcité, pour rompre avec l'enseignement religieux.

*Quel message est dispensé dans les écoles normales ?* – « Vive la Rép »

*Expliquer le terme **hussards noirs**.* – **Les instituteurs sont les soldats de la rép** puisque ce sont eux qui la protègent le + efficacement et qui la stabilisent. **Ils sont des gens du peuple** qui croient fermement dans l'école républicaine, et pour cela ils sont respectés (doc.5 p.111). Des écoles normales sont créées dans tous les départements pour les former, et les futurs instituteurs y reçoivent partout une formation identique **Ce sont les courroies de transmission des valeurs et des idéaux républicains** (*voir ces messages sur le doc.5 p.111*).

*Mais l'aspect important, essentiel de cette école est qu'elle est laïque : la nouvelle religion, la nouvelle foi, c'est la république.*

### **A – 3 : Etat contre Eglise.**

**L'expérience de l'ordre moral avait dressé d'un côté les monarchistes catholiques et cléricaux ; de l'autre les républicains.** Cette opposition a laissé des traces chez les républicains de la fin du XIX<sup>o</sup> : l'Eglise est vue, souvent à juste titre, comme réactionnaire et anti-républicaine. « *Le cléricalisme, voilà l'ennemi* » avait dit Gambetta en 1876.

Le début du XX<sup>o</sup> siècle voit la **conquête du pouvoir par les républicains radicaux et des socialistes**, qui remplacent donc les opportunistes : **c'est le bloc des gauches qui gagne les élections en 1902**. Le pdt du conseil **Emile Combes** (ancien séminariste ayant perdu la foi) est particulièrement anticlérical. Il va donc appliquer le slogan de son maître penseur Gambetta en laïcisant définitivement l'Etat :

→ **de nombreuses écoles tenues par des congrégations sont fermées** (doc.4 p.109). Plus aucune autorisation ne leur est délivrée.

→ les relations diplomatiques sont rompues avec le pape en 1904. **Le concordat de 1801 est abandonné.**

Doc.5 p.109 : *Changements ?* - plus aucun culte favorisé, donc plus **aucun culte subventionné par l'Etat**.

*Conséquence ?* – **les biens des Eglises doivent être estimés**. Les fonctionnaires sont donc envoyés dans les lieux de culte pour « compter les chandeliers », mais se heurtent souvent à la **résistance organisée des catholiques** qui considèrent ces inventaires comme une provocation. Et ces conflits furent parfois aggravés par l'emploi de la force publique (par ex. un catholique est tué lors de ces inventaires dans le Nord).

Ⓜ **séparation de l'Eglise et de l'Etat en 1905 suivi d'inventaires dans un climat très conflictuel.**

*Pourquoi tant de violence contre l'Eglise ?*

→ car dans une rép. qui se donne pour valeur le savoir, la science, le progrès, 1792, **l'Eglise est vue comme obscurantiste**.

Ⓜ doc.7 p.109 : *Symboles ?* - **l'Eglise est anti-sociale**, c'est elle qui a écrasé la Commune et a voulu rétablir la monarchie (épisode de la construction du Sacré Cœur). C'est donc contre elle que les républicains doivent lutter en priorité, et c'est effectivement un ciment important pour les républicains et les socialistes, qui ont par ailleurs de nombreuses divergences idéologiques.

C'est donc que les républicains se placent du côté du peuple... Voyons justement dans quelle mesure la III<sup>e</sup> Rép a été une république sociale :

## B – La République et la question sociale.

### B – 1 : Jusqu'en 1900 : la tentation anarchiste.

Ⓜ doc.2 p.108 : quels sont les principaux changements dans la société française depuis 1850 ? – de + en + d'ouvriers (RI), habitant en ville dont les conditions de vie et de travail sont très dures, les journées de + de 10 heures.

Quelles sont leurs revendications de ces classes de + en + nombreuses? Quelles sont leurs sentiments politiques ? Ils réclament évidemment de meilleures conditions de travail. Ils sont donc proches du socialisme, du marxisme (sans toutefois en avoir forcément conscience). Ils sont aussi républicains, comme ils l'ont prouvé en 1848 et pendant la Commune. Mais quelle est leur attitude, quels sont leurs sentiments à l'égard de cette III<sup>e</sup> R. qui est née dans le sang des Communards ?

Ⓜ doc.1 (« *Marianne la salope* ») (2 p.174 Belin 1997)

A quelle époque fait référence la chanson de Pierre Dupont ? – restauration

Quelles étaient alors les espérances du peuple ? – la république.

Qu'espérait-il de la rép. ? – **l'alignement social, c-à-d + d'égalité**.

Ces espérances ont-elles été réalisées ? Pourquoi ? – Non : la révolution de 1848 n'a pas vraiment eu de suite.

Le peuple a-t-il pour autant perdu espoir ? - Non : il a réclamé à nouveau la rép. en 1870.

La république a-t-elle alors récompensé le peuple ? – Non : **elle a été accaparée par les riches**.

Ⓜ **les ouvriers se sentent floués et déçus par la rép. à la suite des 2 révolutions de 1848 et de 1870-71 qui ont été stoppées. La République, la III<sup>e</sup> comme la II<sup>e</sup>, ne leur paraît en fait qu'un leurre des classes riches : elle n'est pas leur régime.**

*Comment faire dès lors pour obtenir des améliorations réelles ?*

Ⓜ doc.2 (3 p.174 Belin) (3 p.174 Belin 1997)

De quel côté est le gouvernement selon l'auteur ? – du côté du capital

Comment évolue la politique gouvernementale selon lui ? – **ils renient chaque jour un peu + leurs promesses**

Que pense-t-il **des socialistes** ? – **ils font trop de concessions** et ne défendent pas réellement les ouvriers.

Comment dès lors obtenir des améliorations ? – **par des actions non politiques, non légales**.

Comment qualifier ce type de discours ? - **anarchiste**

Exemple ? – **la grève** (légale depuis 1864, mais toujours fortement réprimée : voir doc.3 p.111, l'Assiette au Beurre est d'ailleurs un journal anarchiste – Fourmies 1891 : 9 morts, 33 blessés pour avoir réclamé la journée de 8 heures), **la manifestation... mais aussi l'action violente.**

Ces discours vont prendre forme dans les années 1890 : les **attentats anarchistes** se multiplient en France. En **décembre 1893, Auguste Vaillant fait un attentat à la bombe dans la chambre des députés ; en juin 1894 le président Sadi Carnot est assassiné par l'anarchiste italien Caserio** qui lui reproche de ne pas avoir gracié Vaillant... D'autres anarchistes commettent des attentats pour protester contre la rép. qu'ils estiment traîtresse : par exemple Ravachol.

Pour tous c'est la peine de mort ; **ils sont exécutés**, et les gouvernements en profitent alors pour voter des lois restrictives sur la liberté d'expression : l'une limitant la liberté de la presse, l'autre punissant de prison la provocation au crime. Ces lois, appelées « **lois scélérates** » limitent clairement la possibilité d'opposition des socialistes...

Ces actions violentes et individuelles, issues d'un **anarcho-syndicalisme** naissant, montrent leurs limites. Les ouvriers prennent conscience de la **nécessité de s'organiser politiquement** pour changer vraiment les choses.

## **B – 2 : Après 1900 : l'organisation du mouvement ouvrier.**

Les partis ouvriers et les syndicats s'organisent donc de + en + fortement au tournant du siècle. Ils sont néanmoins encore nombreux, certains relevant + de la secte que du parti. Il est d'ailleurs à noter que souvent la distinction entre syndicat et parti n'apparaît pas très clairement tant les 2 sont liés.

- le 1<sup>er</sup> grand parti ouvrier est le **Parti Ouvrier de France (POF) mené par Jules Guesde**. De 2000 membres en 1890, il passe à 16000 en 1898. Il rassemble surtout des ouvriers d'industrie, des métallurgistes, qqs commerçants. Il est particulièrement puissant dans les gds foyers industriels (Nord-PdC : la moitié des adhérents). Son discours est **profondément marxiste**, et il est d'ailleurs un des premiers à le faire clairement connaître aux ouvriers français. Son but est évidemment **la Révolution**.

L'autre grande figure du socialisme est **Jaurès** :

® **doc.3 (4 p.175) (4 p.175 Belin 1997)**

*Quels sont les arguments des syndicalistes révolutionnaires contre la démocratie ?* – elle éparpille (donc trahit) la volonté du peuple.

*Quelle est la vraie solution à ce problème selon Jaurès ?* – **constituer une force assez organisée, unie et puissante** pour pouvoir exercer le pouvoir.

*Qu'est-il prêt à faire ?* - des concessions pour pouvoir obtenir des résultats.

*Quels organes ouvriers sépare-t-il ainsi clairement ?* - la politique et l'action collective des ouvriers (ex : syndicats).

→ **Jaurès, fondateur du journal L'Humanité en 1904, est en faveur d'un socialisme qui s'inscrit dans la République et dans l'action légale.** Il refuse l'idée de l'anarchie : il compte **prendre le pouvoir par les urnes, et mener ensuite la révolution légale** (doc.2b p.111). Pour cela, il est à l'origine de la fondation du 1<sup>er</sup> grand parti socialiste français : **la SFIO en 1905**, suite à son union avec le POF de J. Guesde. Il devient le chef de la SFIO.

Unis, les socialistes progressent alors nettement, laissant le terrain social à la CGT (1895, adoptant le syndicalisme révolutionnaire en 1906). **La SFIO devient le 2<sup>ème</sup> parti de France aux élections de 1914** : le projet socialiste de Jaurès a réussi.

Mais leur opposition à la république reste entière : **les mouvements sociaux sont nombreux** et concernent de très nombreux secteurs d'activité : viticulteurs du Midi et de Champagne entre 1906 et 1910, postiers, cheminots, électriciens qui plongent le 8 mars 1907 Paris dans l'obscurité totale (22 heures durant). A partir de 1906, on réclame de + en + fort et de + en + souvent la journée de 8 heures...

*Quelle est la réaction des autorités face à ces mouvements de mieux en mieux structurés ?*

® *doc.3 p.111* : on envoie la troupe. Parfois celle-ci fraternise avec les grévistes (ex : à Béziers en 1907, les soldats refusent de tirer sur les grévistes). Mais le président du conseil **Clémenceau** de 1906 à 1909, même s'il a commencé à l'extrême-gauche, est inflexible face aux syndicats révolutionnaires, ce qui lui vaut le surnom de « 1<sup>er</sup> flic de France » ou de « **briseur de grèves** ». La CGT le traite même de « Clémenceau le tueur » ou « la Bête Rouge de France »... En effet, plusieurs manifestations tournent mal, causant même des morts.

→ **les ouvriers ont du mal à se faire entendre de la rue** : les attentats anarchistes ont entraîné une régression sociale ; les manifestations cégétistes se heurtent à la police ou à l'armée... **Les conquêtes sociales sont minces en 1914** : voir *doc.2 p.33*. **Seule véritable avancée : l'unification politique des forces socialistes**, désormais capables de peser sur l'échiquier politique, et menées par un grand orateur et homme politique : Jaurès.

## C- La République à l'épreuve des crises.

*La république met donc du temps à s'imposer à tous. Mais pas seulement auprès des socialistes : elle traverse des crises importantes de 1880 à 1914 :*

### B – 1 : La tentation de l'homme fort : la crise boulangiste

1885 marque une 1<sup>ère</sup> année de transition dans la III<sup>e</sup> R : c'est la fin du gouvernement Ferry qui a posé les bases essentielles de la Rép. A ce changement politique s'ajoute une crise économique qui fait que, **petit à petit, les masses s'éloignent du gvt de la Rép.**

® *doc.4 (2 p.184 Bordas 2001)* : *quels parti gagnent des voix ?* – l'aile droite (conservateurs, monarchistes, bonapartistes) et les radicaux (qui jugent les républicains au pouvoir trop timorés).

*Qui le pt Grévy doit-il appeler comme pdt du Conseil ?* – un homme qui puisse avoir la confiance de la majorité des députés... Or il y a 3 parties quasiment égales : il faut faire des alliances contre-nature. Et la très forte instabilité gouvernementale.

L'alliance la + naturelle est celle entre radicaux et modérés : **pour la 1<sup>ère</sup> fois, les radicaux entrent dans le gvt.** Parmi eux, **le Ministre de la guerre, le général Boulanger.** Celui-ci n'est pas membre du parti radical, mais les radicaux l'apprécient pour sa loyauté envers la République. Ils insistent donc et Boulanger devient ministre de la Guerre en 1886. A son ministère, il ne tarde pas à **se rendre très populaire en améliorant le confort de vie des soldats et l'armement** : un meilleur fusil (le Lebel à la place du Gras), autorisation du port de la barbe, généralisation de l'usage des assiettes, **revue du 14 juillet** qui est rétablie. Le moral de l'armée s'améliore donc, en même temps que son image : lors de la revue du 14/7/1886, le défilé militaire est particulièrement exceptionnel, et Boulanger y est bien + applaudi que le pdt Grévy.

Tout cela ne tarde pas à faire de Boulanger un nouveau héros militaire, on le surnomme le « **général La Revanche** ». Il rassemble autour de lui de **très nombreuses ferveurs des patriotes**, et ils sont alors très nombreux à l'époque. Mais un autre épisode, pourtant assez mineur, va lui procurer une nouvelle dimension. En 1887, le commissaire de police français Schnaebelé est arrêté par les autorités allemandes, et inculpé pour espionnage. Les milieux nationalistes français, les mêmes qui soutiennent Boulanger se mettent alors à croire à la guerre. Boulanger en conseil des ministres propose d'envoyer un ultimatum à Bismarck, ce qui est refusé par le pdt Grévy craignant la guerre. Finalement, Bismarck libère Schnaebelé à la suite d'une simple demande d'explication de la part de la France.

La paix ne semble pas avoir été sérieusement menacée en fait ; mais les milieux nationalistes ont « *senti un frisson* » comme l'a écrit Barrès. **Et le grand gagnant dans cet épisode est Boulanger, qui apparaît comme le seul capable de tenir tête à Bismarck : c'est bien le « Général la Revanche ».** → *doc.6 p.107.*

Les républicains commencent à s'inquiéter de son poids politique, et à la suite d'un nouveau changement de gouvernement, il perd son ministère de la guerre, et est envoyé commander un corps d'armée à Clermont-Ferrand. Une foule énorme se presse alors à la gare pour l'empêcher de partir. Il apparaît alors comme **un héros populaire**, mais pas + encore.

Toujours en 1887, un scandale vient frapper la République : le gendre du pdt Grévy est mis en cause dans « **l'affaire des décorations** », des trafics de la Légion d'Honneur. Indirectement, pour la 1<sup>ère</sup> fois, le chef d'Etat

lui-même est mis en cause. Ce sont **tous les républicains qui sont alors accusés de corruption, d'affairisme**. Un **mouvement nationaliste et anti-parlementaire** se développe en France, et **Boulangier devient tout naturellement pur tous ces milieux** **LE recours** : les bonapartistes et les monarchistes voient en lui un homme capable de récupérer le pouvoir par les urnes ; les patriotes de la Ligue des Patriotes qui veulent un changement de régime politique en vue de la Revanche ; les radicaux qui souhaitent aussi un changement de Constitution.

Boulangier avait été mis en retrait d'emploi par la Rép. en 1888 pour le punir de ses intrigues politiques. Devant le nombre croissant de partisans de son nom, **il accepte alors de prendre la tête de cette coalition très hétérogène et fonce un parti : le Parti Républicain National**. Autrement dit il se lance officiellement dans la politique. Son slogan et son programme sont aussi simples qu'obscurs : « **Dissolution, Constituante, Révision** » (de la constitution de 1875, sans pour autant préciser ce qu'il compte réviser).

Voilà donc Boulangier qui, en 1888, entre dans la scène politique. Il est très populaire, incarne « l'homme fort » que les français réclament, lassés par les changements ministériels, et capable de restaurer sa puissance, et surtout de récupérer les provinces perdues.

Il adopte une tactique politique originale : **il se présente à toutes les élections partielles qui se présentent** : il est ainsi élu successivement en Dordogne (8 avril), dans le Nord (15/04 puis le 19/08), dans la Somme, en Charente... avec à chaque fois d'écrasantes majorités. Il n'est battu que dans l'Ardèche. Aussitôt élu dans ces départements, il démissionne afin de pouvoir se représenter. Il utilise là une possibilité légale de la III<sup>e</sup> Rép qui ne limitait pas le nombre de candidatures.

® *Pourquoi adopter cette tactique ?* – Il s'agit pour boulangier de créer à chaque fois l'événement, de **faire plébisciter son nom** par les électeurs de plusieurs régions, de s'affirmer en qq's mois comme un personnage incontournable, un recours à la médiocrité de la République.

Puis vient une élection partielle extrêmement importante : elle a lieu à **Paris** le 27 janvier 1889. Il y devance très largement le candidat républicain (de 80 000 voix). **C'est un triomphe pour Boulangier. Certains de ses amis le poussent alors le soir même à faire un coup d'Etat**. Mais **Boulangier refuse**, convaincu que son heure viendra très bientôt par les urnes, et car il est respectueux de la légalité.

Les républicains prennent alors la menace Boulangier au sérieux et contre-attaquent. Tout d'abord avec un changement constitutionnel : **ils interdisent les candidatures multiples**, brisant ainsi la tactique du général. Puis ils se débarrassent du général lui-même en intentant contre lui **un procès devant le sénat institué en haute cour de justice pour crime contre la sûreté de l'Etat**. Or le sénat est à large majorité républicain : c'est évidemment un procès politique dont l'issue ne fait aucun doute. **Boulangier le sait et préfère s'enfuir à Bruxelles** le 1<sup>er</sup> avril. **Cette fuite fait fondre tout son prestige**, lui qui apparaissait comme le seul capable de résister à Bismarck s'enfuit pour éviter un procès en France... Dès septembre aux élections, les candidats boulangistes sont abandonnés des électeurs (seulement 40 députés pour 400 républicains). Un ouvrage paraît l'année suivante révélant les compromis de Boulangier avec différents partis monarchistes... **Boulangier se suicide le 30/09/1891**.

*Que retenir du boulangisme ?* Il **a rassemblé des opinions très diverses, souvent extrêmes** (des monarchistes aux socialistes), les mécontents de la république des opportunistes qui ont cru en lui pour des raisons très différentes : certains pour la Revanche, d'autres pour une révision constitutionnelle (mais laquelle ?), beaucoup par patriotisme et par lassitude ou rejet des républicains au pouvoir, incapables de faire face à la crise politique et économique qui frappe la France depuis 1885. **Le temps de l'euphorie des grandes lois républicaines de 1880-1882 est bel et bien terminé : la république doit à nouveau se trouver sur ses gardes**.

Boulangier avait échoué, mais l'antiparlementarisme restait très fort. Il se renforce encore à la suite d'un nouveau scandale politico-financier : le **scandale de Panama**. L'histoire est assez simple : Ferdinand de Lesseps, auréole de son succès à Suez, avait constitué en 1881 une compagnie chargée du percement d'un canal sur l'isthme de Panama. Mais de nombreuses erreurs d'appréciation (Lesseps s'entêtant à vouloir percer le canal sur un relief trop vallonné) placèrent cette compagnie devant de difficultés financières insurmontables. Pour éviter la faillite, Lesseps voulut lancer sur le marché des obligations remboursables par tirage au sort, afin d'obtenir de nouveaux fonds. Mais cette opération financière n'étant pas légale, **il demanda aux députés de voter une nouvelle loi pour cela ; et en acheta un certain nombre** (® **pots-de-vin**). Mais l'affaire fut révélée, et le scandale de corruption entraîna un immense mouvement d'indignation, relayé par la presse qui dénonça alors les « chéquards » et les

« panamistes ». L'antiparlementarisme augmentait donc encore, et on peut illustrer cette vague par l'assassinat du pdt Sadi Carnot en juin 1894 par l'anarchiste Caserio évoqué + haut.

Cette atmosphère de crise politique va se trouver encore amplifiée par l'Affaire...

## **B – 2 : L'Affaire Dreyfus.**

® caricature p.112 : cette affaire va cristalliser toutes les discussions politiques en France pendant + de 5 ans.

*Quels sont les faits ?*

Le point de départ se situe en septembre 1894 : le service de renseignement des armées françaises découvre un « **bordereau** » destiné à l'attaché militaire d'Allemagne à Paris :

® doc.2 p.114 : *Quel type d'informations contient ce bordereau ? Est-il signé ?*

Ce bordereau livre donc des informations secrètes concernant la défense française à l' « ennemi juré » : l'Allemagne. Acte de trahison donc... mais sans signature.

*Comment faire pour en découvrir l'auteur ?* - Etudier les écritures. **Après enquête et comparaison d'écritures, c'est le capitaine Dreyfus, juif, qui est arrêté le 15/10.** Il faut dire que c'est une victime idéale étant donné le **climat antisémite** qui agite de + en + de milieux politiques nationalistes en France (doc.3 p.114).

**Dreyfus est donc jugé devant un tribunal militaire (conseil de guerre), et il est chargé par un « dossier secret »** ignoré de la défense et **transmis par le ministre de la guerre** (le général Mercier), apparemment accablant pour lui puisqu'à l'issue du procès **il est déporté** à vie dans une enceinte fortifiée de l'Ile du Diable, au large de la Guyane. Avant cela, il est **dégradé** (doc.2 p.114) lors d'une cérémonie humiliante.

L'affaire ne fait pas grand bruit jusqu'en 1896. A cette date, **une nouvelle carte-télégramme est interceptée, adressée par l'ambassadeur d'Allemagne au commandant Esterhazy.** Après enquête, le chef du Service des renseignements français, **le commandant Picquart découvre les relations suspectes que Esterhazy entretient avec l'ambassadeur d'Allemagne ...** et ouvrant le « dossier secret », **Picquart acquiert la conviction que le véritable auteur du bordereau de 1894 est ... Esterhazy.** Picquart prévient donc ses supérieurs, mais ceux-ci **refusent de rouvrir le dossier Dreyfus**, et se débarrassent de Picquart en l'envoyant en Tunisie. Et pour éviter tout soupçon, l'adjoint de Picquart, **le commandant Henry, remet au chef d'état-major un nouveau dossier accablant pour dreyfus. Ce document était en réalité un faux, le « faux Henry ».**

Cependant, le vice-pdt du Sénat demande au gouvernement de rouvrir le dossier, de refaire le procès dreyfus. Le gouvernement et son ministre de la guerre Billot refusent par crainte de l'agitation que cela provoquerait et le pdt du Conseil Méline déclare même en 1897 « *Il n'y a pas d'affaire Dreyfus* »... Le frère de Dreyfus dénonce Esterhazy comme auteur du bordereau ; **Esterhazy est conduit devant le conseil de guerre qui l'acquitte.**

L'affaire devient vraiment affaire en 1898 lorsque Zola s'y engage :

® doc.5 p.115 : *Journal ?* - L'Aurore, journal du radical Clémenceau.

*A qui s'adresse Zola ?*

*Qui accuse-t-il ?* – des généraux, des militaires, les experts en écriture, les conseils de guerre

*Que dénonce-t-il ?* – **une machination pour sauver l'état-major français et condamner un bouc émissaire juif innocent : Dreyfus.** Le procès Dreyfus est d'ailleurs selon Zola

illégal puisqu'il repose sur une pièce restée secrète.

*Au nom de quoi le fait-il ?* – **de la vérité et de la justice.**

*A quoi s'expose-t-il ?* – à un procès pour diffamation. Mais en réalité c'est ce qu'il souhaite pour montrer au grand jour les arguments dreyfusards.

A partir de ce moment-là, l'affaire Dreyfus dépasse largement le cadre d'une affaire d'espionnage : elle devient une affaire où il s'agit de **savoir si la raison d'Etat (honneur de l'armée) doit l'emporter sur le destin d'un homme, sur la justice.** Et l'intervention de Zola fait connaître l'Affaire au monde entier... C'est **le prestige et l'honneur de l'armée française (instrument indispensable à la revanche tant espérée) qui est en jeu.**

D'où la vivacité des réactions dans l'autre camp : celui des **antidreyfusards** :

® doc.7 p.115 : *Que défendent avant tout les pétitionnaires ?- les intérêts de la patrie française, l'armée*  
*Qu'entendent-ils par « traditions et mœurs de la patrie française » ? – ils sous-entendent que*  
**les dreyfusards sont des « anti-français »** (Maurras est signataire), donc des Juifs, des étrangers...

D'un côté donc **les dreyfusards qui veulent la révision au nom de la justice, de l'égalité (® gauche)** ; de l'autre **les antidreyfusards, qui préfèrent protéger l'honneur de la nation et de l'armée**, et qui vont beaucoup utiliser d'**arguments xénophobes et antisémites**. Beaucoup se rassemblent dans la **ligue de la Patrie française** ; les dreyfusards créent de leur côté la **Ligue des Droits de l'Homme et du Citoyen** (juin 1898). Entre les 2 **la lutte est farouche, violente (affrontements, insultes par journaux interposés), totale ; les intellectuels s'y engagent**, de même que les journaux (le journal catholique la croix prône ouvertement la chasse aux Juifs). La ligue des Patriotes tente même un coup d'Etat dans cette ambiance enfiévrée en 1899, ce qui conduit le gouvernement à interdire les ligues nationalistes et à reprendre en mai l'armée.

Zola est effectivement attaqué suite à son « j'accuse » en cour d'assises en février 1898. Son procès est l'occasion pour les dreyfusards de montrer les très sérieuses insuffisances des procès Dreyfus et Esterhazy. **Zola est finalement condamné à un an de prison.**

Pour mettre fin à l'affaire le nouveau ministre de la guerre Cavaignac lit le 7 juillet à la chambre le texte du « faux Henry » pour montrer une fois pour toutes la culpabilité de Dreyfus. Mais à la suite de cette publication, **un officier étranger à l'affaire examine attentivement la pièce... et s'aperçoit qu'il s'agit d'un faux. Le 30 août, Henry avoue qu'il a fabriqué ce dossier de toutes pièces... et se suicide le lendemain (31/08/98).**

**L'erreur judiciaire est donc apparue au grand jour.** Pourtant les autorités militaires refusent de revenir sur les décisions du conseil de guerre, autrement dit de reconnaître leur erreur. C'est toujours la vérité et la liberté d'un homme contre la raison d'Etat. Nationalistes, militaristes, antisémites d'un côté ; antimilitaristes facilement taxés de « Juifs », « traîtres » ou « étrangers » de l'autre.

L'affaire Henry a néanmoins révélé les insuffisances des charges contre Dreyfus. **On pense donc logiquement s'orienter vers la révision du procès.** Pourtant durant l'hiver et le printemps 1899, tous les ministres de la guerre s'opposent à cette révision et démissionnent en cascade. **Néanmoins le 3 juin 1899, la Cour de Cassation casse le jugement de 1894 : le procès Dreyfus va être refait à Rennes** par un nouveau conseil de guerre.

Après un mois de délibération, **le conseil de guerre déclare Dreyfus à nouveau coupable** à la majorité, mais lui accorde de surprenantes « circonstances atténuantes ». C'est l'effondrement ? Non car le pdt de la Rép Loubet lui accorde le **droit de grâce en septembre 1899**. Dreyfus est donc libre... mais pas innocent. Il va continuer avec les dreyfusards à militer pour son **innocence**, qui lui sera finalement **reconnue en 1906** par la Cour de Cassation qui casse sans renvoi le jugement de Rennes. **Dreyfus est enfin innocenté et réintégré dans l'armée**; il mourra en 1935.

*® pourquoi cette affaire a-t-elle eu un tel impact ?*

- elle marque une **très profonde division dans la société française** entre les 2 camps que l'on peut qualifier de **gauche et droite**. Cette opposition est organisée, violente et soutenue par l'ensemble de la société, hommes politiques et intellectuels compris. C'est en fait un moment d'intense débat autour de la place de l'armée, du droit, de la raison d'Etat... mais aussi autour du **nationalisme qui va se nourrir des passions nées autour de l'Affaire**.
- Elle s'inscrit dans la vague d'**antisémitisme** qui traverse la France à la fin du XIX<sup>e</sup>. Cet antisémitisme fait feu de tout bois pour dénoncer les comploteurs juifs ; et à ce titre, Dreyfus est le coupable pour traîtrise idéal.

Enfin, les conséquences politiques de l'Affaire sont le recul des nationalistes en 1900 (voir doc.4), et **le progrès des radicaux (dont Clémenceau** qui avait publié Zola). C'est la fin de la république des modérés : il n'y a plus de centre en France : on est de droite ou de gauche. Or **en 1902, c'est clairement la gauche qui gagne, ou plutôt le**

« **Bloc des gauches** », **alliant les radicaux et les socialistes de Jaurès** qui a également défendu Dreyfus. C'est ce bloc des gauches qui va mener la politique anticléricale évoquée + haut.

Reste une épreuve et non la moindre pour cette III<sup>e</sup> Rép secouée :

### **B – 3 : L'entrée en guerre.**

*Comment la France, si divisée au moment de l'Affaire Dreyfus, entre-t-elle dans la guerre ?*

Les conditions politiques de l'Europe et le système des alliances rendent la guerre + proche, ce que sentent les Français. Il s'agit donc de s'y préparer le mieux possible. On ne peut pas pour autant parler de veillée d'armes depuis 1905. Mais **on se prépare**. Un « **carnet B** » est même rédigé pour arrêter ceux qui se déclarent prêt à saboter le mouvement de mobilisation en cas de guerre, c-à-d certains socialistes qui sont prêts à utiliser la grève générale pour empêcher la guerre.

**Il existe donc toute une frange de la pop. hostile à la guerre : ce sont les socialistes**, qui rappellent leur hostilité en juillet 1914. Cette opposition entre militaristes et antimilitaristes, héritée en bonne partie de l'Affaire Dreyfus, se retrouve lors des débats sur la durée du service militaire en 1913, sur le projet de le passer à **3 ans. Ce projet est adopté** malgré l'opposition des radicaux et des socialistes. Et malgré les nouvelles élections en 1914 (doc.4), la loi n'est pas abrogée.

On assiste en effet dans les 2 ou 3 dernières années avant la guerre à un **renouveau nationaliste** en France : par exemple la fête de Jeanne d'Arc devient fête nationale en 1912 ; et **Poincaré** qui a la réputation d'être « l'homme de la revanche » **est élu pdt de la Rép.** en 1913. Peu à peu les radicaux se rallient à l'idée de préparer la guerre.

Quant aux socialistes, ils continuent en juillet 1914 à militer pour la paix, au moment – même où l'ensemble de l'Europe s'arme après l'attentat de Sarajevo. « *M. Jaurès, c'est l'Allemagne* » accuse l'Action française le 18/7/14.

Le 31/7/14, alors qu'il dîne au café rendez-vous de journalistes de son journal L'Humanité, **Jaurès est tué à bout portant par un nationaliste** fanatique (Raoul Villain) qui voit en lui un agent de l'Allemagne. Aussitôt les gens sortent dans la rue et crient « *Ils ont tué Jaurès, c'est la guerre* ».

Le 4 août ont lieu ses funérailles. Celui qui était insulté 2 semaines auparavant est alors couvert d'éloges, y compris par des nationalistes comme Barrès. Le discours de Jouhaux, chef de la CGT, déclare « *Nous serons les soldats de la liberté* ».

C'est que le 4/8, la France est entrée officiellement en guerre.

® doc.3 p.175 :

*Auteur ?*

*Contexte ?*

*A qui s'adresse-t-il ?*

*Quelle foi doit animer les français ? – la foi patriotique*

*Sens de « union sacrée » ? – tous les partis politiques sont invités à participer au*

**gouvernement** car l'intérêt suprême est en jeu : l'intégrité de la nation. **Les socialistes, pourtant opposés à la guerre en juillet, rejoignent aussi ce gvt d'union sacrée, avec Jules Guesde**, mais aussi des ministres de la droite républicaine. Remarquer la charge du mot sacré : intérêt au-dessus de tout. La patrie est tout ce qui compte. D'ailleurs un historien a fait remarquer que 1914 était la preuve de la supériorité dans la société de la notion de patrie sur celle de classe.

En effet, l'épisode de l'entrée en guerre montre que la France en 1914 est très divisée sur de nombreuses questions, dont la place de l'armée. Mais, **au moment d'agir, tous se retrouvent, même ceux qui se sont proclamés internationalistes, au nom du patriotisme**. Les manuels scolaires qu'avaient lu les enfants de l'école républicaine étaient une école de patriotisme même s'ils affirmaient par ailleurs l'horreur de la guerre. Et cette école républicaine montrait donc sa réussite dans la + douloureuse des situations : la guerre. **La France allait traverser cette épreuve dans l'union sacrée.**

# **Ch. 5 : La France de 1848 à 1914**

## Problématique :

*Comment la France parvient-elle à installer durablement un régime républicain dans un contexte de changements sociaux importants?*

## **I – 1848-1870 : les lents progrès vers la démocratie.**

### **A – 1848-1851 : L'espoir déçu de la II<sup>e</sup> République.**

A – 1 : La Révolution de 1848

A – 2 : L'espoir du changement : février – juin 1848.

A – 3 : La république aux mains du « parti de l'Ordre ».

### **B – 1852-1860 : le Second Empire ou le retour à l'autorité.**

B – 1 : Un régime populiste et autoritaire.

B – 2 : Une politique extérieure de grandeur.

B – 3 : La modernisation du pays.

### **C – 1860-1870 : L'Empire libéral et sa chute.**

C – 1 : Vers plus de libertés...

C – 2 : ... et plus de démocratie.

C – 3 : La chute du régime et le retour de la république.

## **II – 1870-1879 : l'installation difficile de la République.**

### **A – La République face aux socialistes : la Commune de Paris.**

A – 1 : Le siège de Paris et la défaite.

A – 2 : La Commune de Paris.

A – 3 : « La Semaine Sanglante » : la fin de la Commune.

### **B – La République face à la menace monarchiste.**

B – 1 : Le gouvernement de l' « ordre moral ».

B – 2 : Les lois constitutionnelles de 1875.

B – 3 : Le 16 mai 1877 et le triomphe républicain.

## **III – 1879-1914 : la République des républicains.**

### **A – La consolidation de la République.**

A – 1 : Le triomphe des valeurs républicaines.

A – 2 : Les grandes lois républicaines.

A – 3 : Etat contre Eglise.

### **B – La République et la question sociale.**

B – 1 : Jusqu'en 1900 : la tentation anarchiste.

B – 2 : Après 1900 : l'organisation du mouvement ouvrier.

### **C- La République à l'épreuve des crises.**

C – 1 : La tentation de l'homme fort : la crise boulangiste.

C – 2 : L'Affaire Dreyfus.

C – 3 : L'entrée en guerre.